ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL
Paris Est Marne & Bois

Procès-verbal
Séance du conseil de territoire
6 juillet 2026

ORDRE DU JOUR

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE 7

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL DE TERRITOIRE DU 19 MAI 2026 7

LISTE DES DECISIONS PRISES PAR LE PRESIDENT PAR DELEGATION 7

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITES DU TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS POUR L'ANNEE 2025 7

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL DE TERRITOIRE, DU BUREAU ET DES COMMISSIONS DE PARIS EST MARNE & BOIS 8

3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU TERRITOIRE A DIFFERENTES INSTANCES 11

4. URBANISME – MODIFICATION N°1 DU PLUI DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS EST MARNE & BOIS : DECISION DE SOUMETTRE LA MODIFICATION A EVALUATION ENVIRONNEMENTALE, DEFINITION DES OBJECTIFS ET DES MODALITES DE LA CONCERTATION PREALABLE 13

5. URBANISME – CREATION D'UN PERIMETRE DE PRISE EN CONSIDERATION DU PROJET D'AMENAGEMENT DANS LE SECTEUR VILLA ANTONY A SAINT-MAURICE 15

6. AMÉNAGEMENT – APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2025 DES ELUS MANDATAIRES DE LA SPL MARNE AU BOIS (FONTENAY) 15

7. AMÉNAGEMENT – CONCESSION D'AMENAGEMENT DU SECTEUR TASSIGNY-AUROUX A FONTENAY-SOUS-BOIS : APPROBATION DE L'AVENANT N°3 AU TRAITE DE CONCESSION PASSE ENTRE LE TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS, LA SPL MARNE-AU-BOIS ET LA VILLE DE FONTENAY-SOUS-BOIS 16

8. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR 2026 AVEC LA VILLE DE CHARENTON-LE-PONT CONCERNANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN DISPOSITIF DE MEDIATION SOCIALE DE PROXIMITE ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU PRESIDENT 17

9. POLE IMAGE – SUBVENTION ET APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2026 ENTRE PARIS EST MARNE & BOIS ET L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL (INA) DANS LE CADRE DU PROJET CLASSE ALPHA ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU PRESIDENT 19

10. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE ANONYME D'HLM VILOGIA AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ÉTAT FUTUR ACHEVEMENT (VEFA) DE 17 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (8 PLUS, 7 PLAI ET 2 PLS EN ULIS) SIS 61-63 BIS AVENUE LEDRU ROLLIN, 94170 LE PERREUX-SUR-MARNE 20

11. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE ANONYME D'HLM CDC HABITAT AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION D'ACQUISITION EN VENTE EN

L'ÉTAT FUTUR ACHEVEMENT (VEFA) DE 11 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (5 PLAI, 6 PLUS) SITUEE 46 AVENUE DU BAC A SAINT-MAUR-DES-FOSSES 21

12. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A L'ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS) LA COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION « TRIANON » EN BAIL REEL SOLIDAIRE (BRS) DE 20 LOGEMENTS SIS 125 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE A VILLIERS-SUR-MARNE 22

13. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A L'ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS) LA COOPERATIVE FONCIERE FRANCILIENNE AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION « LES PRUNAIS » EN BAIL REEL SOLIDAIRE (BRS) DE 55 LOGEMENTS SIS 125 SIS AVENUE AUGUSTE RODIN A VILLIERS-SUR-MARNE 23

14. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE ANONYME D'HLM VILOGIA AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION DE REHABILITATION D'UN FOYER DE 8 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX SIS 60 RUE LEON BOCQUET A SAINT-MAUR-DES-FOSSES (94100) 24

15. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A LA SOCIETE ANONYME D'HLM IMMOBILIERE 3F AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT DE FUTUR ACHEVEMENT (VEFA) DE 7 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX (6 PLAI, 1 PLUS) SITUEE 7-9 AVENUE DU PRESIDENT ROOSEVELT A LE PERREUX-SUR-MARNE 26

16. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT A CPH ARCADE - VYV AU TITRE DU FINANCEMENT DE L'OPERATION D'ACQUISITION EN VENTE EN L'ETAT DE FUTUR ACHEVEMENT (VEFA) DE 40 LOGEMENTS BRS SIS 10 CHEMIN DES BOUTAREINES, VILLIERS-SUR-MARNE 27

17. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – BILAN 2025 DES COMMISSIONS DE DESIGNATION DES CANDIDATS AUX LOGEMENTS SOCIAUX RESERVES AU TERRITOIRE EN CONTREPARTIE DES GARANTIES D'EMPRUNT OCTROYEES 28

18. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – APPROBATION DES CONVENTIONS RELATIVES AUX SUBVENTIONS VOTEES POUR LA REALISATION ET/OU LA REHABILITATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX SUR LE TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS DANS LE CADRE DU BONI DE LIQUIDATION DE L'EX OPH SAINT-MAUR-DES-FOSSES ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU PRESIDENT 31

19. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – APPROBATION D'UNE SUBVENTION D'UNE CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS POUR 2026 ENTRE PARIS EST MARNE & BOIS ET SOLIHA VINCENNES POUR L'AMELIORATION DE L'HABITAT SUR VINCENNES ET LES COMMUNES LIMITROPHES ET AUTORISATION DE SIGNATURE AU PRESIDENT 34

20. CULTURE – DEFINITION DE L'INTERET TERRITORIAL DE PARIS EST MARNE & BOIS SUR LA COMPETENCE CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET FONCTIONNEMENT D'EQUIPEMENTS CULTURELS, SOCIO-CULTURELS, SOCIO-EDUCATIFS ET SPORTIFS : NOUVEAU TRANSFERT 35

– TRANSFERT DU STUDIO D'ENREGISTREMENT DE SAINT-MANDE A PARIS EST MARNE & BOIS 35

– APPROBATION DE LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE SAINT-MANDE ET PARIS EST MARNE & BOIS POUR L'EXPLOITATION DU STUDIO D'ENREGISTREMENT 35

– APPROBATION DU REGLEMENT INTERIEUR DU STUDIO D'ENREGISTREMENT 35

– FIXATION DES TARIFS 35

21. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE PARIS EST MARNE & BOIS ET L'ASSOCIATION FAUNE ALFORT 37

22. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « LE RAMEAU » 37

23. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « RESEAU ENTREPRENDRE » 40

24. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A L'ASSOCIATION « CLUB DES ENTREPRENEURS VINCENNOIS » 41

25. ASSAINISSEMENT – APPROBATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE GRACIEUX DE MATERIEL OMNYGIM 44

26. RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS 45

27. RESSOURCES HUMAINES – AVIS SUR LE RAPPORT SOCIAL UNIQUE (RSU) 2024 DU TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS 45

28. RESSOURCES HUMAINES – INDEX DE L'EGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES 2024 47

29. RESSOURCES HUMAINES – REMBOURSEMENT AUX ÉLUS DES FRAIS DE GARDE ET D'ASSISTANCE 48

30. RESSOURCES HUMAINES – MISE EN ŒUVRE DE LA REFORME DE L'ENCADREMENT SUPERIEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE ISSUE DES DECRETS N°2026-483 A N°2026-487 DU 10 JUIN 2026 49

31. RESSOURCES HUMAINES – APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS ENTRE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS EST MARNE & BOIS ET LA SPL MARNE BOIS DEVELOPPEMENT 50

32. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – APPROBATION DE LA LISTE DES MEMBRES PROPOSES POUR LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CIID) 51

33. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – LIGNE DE TRESORERIE – AUTORISATION DONNEE A MONSIEUR LE PRESIDENT D'OUVRIR UNE LIGNE DE TRESORERIE D'UN MONTANT DE 10 M€ AUPRES DE LA CAISSE D'ÉPARGNE ILE-DE-FRANCE POUR UNE DUREE D'UN AN 53

34. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – BUDGET ANNEXE PORT DE PLAISANCE INTERCOMMUNAL – AFFECTATION DES RESULTATS DE L'EXERCICE 2025 – DELIBERATION MODIFICATIVE 54

35. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – REMBOURSEMENT DES FRAIS DE DEPLACEMENT DES AGENTS DE PARIS EST MARNE & BOIS SELON LE REGIME DU REEL 55

36. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – RAPPORT SUR LES ACTIONS ENTREPRISES A LA SUITE DES OBSERVATIONS DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES (CRC) SUR LA GESTION DU TERRITOIRE PARIS EST MARNE & BOIS CONCERNANT LES EXERCICES 2020 ET SUIVANTS 55

La séance, présidée par Olivier CAPITANIO, est ouverte à 19 h 07.

Etaient présents :

Sabrina ABCHICHE, Sophie AMAR, Tiphaine ARMAND, Asma ASHRAF, Camille BARBIER, Thierry BARNOYER, Selda BELLOIN, Jacques-Alain BENISTI, Sylvain BERRIOS, Marie-Laurence BEYO, Bruno BORDIER, Fabienne BOUE LELU, Adrien CAILLEREZ, Olivier CAPITANIO, Fabrice CAPRANI, Agnès CARPENTIER, Chantal CAZALS, Carole COMBAL, Florence CROCHETON BOYER, Loïc DAMIANI, Jean-Paul DAVID, Thomas DE ALMEIDA, Hélène DECOTIGNIE, Pierre-Michel DELECROIX, Thibaut DENTIN, Sylvain DROUVILLE, Philippe DUBUS, Michel DUVAUDIER, Delphine FENASSE, Nathalie FRANCKHAUSER, Hervé GICQUEL, Mylène GUIFFARD, Pierre GUILLARD, Gilles HAGEGE, Catherine HARDY, Delphine HERBERT, Florian JAMES, Laurent JEANNE, Yacine KHEDIM, Nassim LACHELACHE, Anne-France LAVIROTTE, Nadia LECUYER, Julien LEGER, Hélène LERAITRE, Philippe LHOSTE, Anne-Marie MAFFRE-BOUCLET, Bénédicte MARETHEU, Romain MARIA, Frédéric MASSOT, Béatrice MAZZOCCHI, Catherine MUSSOTTE-GUEDJ, Thomas OLIVE, Cécile PANASSAC, Frank PATTI, Bertrand PITAVY, Carole PRADES, Germain ROESCH, Hélène ROUSSELIN, Christel ROYER, Didier SCHREIBER, Odile SEGURET, Igor SEMO, Olivier SESTER, Thibault SIMEONI, Dominique SOULIS, Céline THEOPHILE, Aurore THIROUX, Régis TOURNE, Marianne VERON, Julien WEIL, Olivier ZANINETTI.

Etaient représentés :

Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Charles ASLANGUL représenté par Olivier ZANINETTI, Quentin BERNIER-GRAVAT représenté par Fabienne BOUE LELU, Christian CAMBON représenté par Igor SEMO, Gilles CARREZ représenté par Hélène ROUSSELIN, Carole DRAI représentée par Nadia LECUYER, Benoît GAILHAC représenté par Hervé GICQUEL, Laurent LAFON représenté par Julien WEIL, Charlotte LIBERT représentée par Régis TOURNE, Alain MESNAGER représenté par Aurore THIROUX, Pierre PELLÉ représenté par Bénédicte MARETHEU, Karine PEREZ représentée par Thierry BARNOYER, Jean-Philippe POLITZER représenté par Bertrand PITAVY, Francis SELLAM représenté par Romain MARIA, Jérôme TAGNON représenté par Hélène DECOTIGNIE.

Etaient absents :

Jean-Philippe GAUTRAIS, Céline MARTIN, Déborah MUNZER, Henrique RIBEIRO.

****

M. LE PRÉSIDENT

Mes chers collègues, nous avons le quorum. Je vous propose de commencer notre réunion de Conseil de territoire en vous souhaitant à toutes et à tous la bienvenue. Vous avez devant vous la version d'une délibération relative à certaines nominations. Sachant que l'article 5 n'a pas de nécessité à ce jour.

Par ailleurs, vous trouverez également sur vos tables le rapport d'activité sous format papier. Il vous a déjà été adressé sous format électronique. Nous pensions qu'il était intéressant que vous puissiez disposer d'un exemplaire papier, que nous allons examiner et approuver dans quelques instants.

Il y a par ailleurs une brochure que nous avons fait réaliser, qui présente les atouts touristiques de notre territoire. Vous savez que le territoire a pris cette compétence tourisme, qui était facultative. Pour cela, nous percevons une taxe de séjour. C'est bien naturellement que nous menons des actions pour promouvoir les 13 communes du territoire en tant que destination touristique. Vous en aurez d'ailleurs un exemple samedi prochain, à partir de 17h30 au Château de Vincennes avec la soirée annuelle organisée par le territoire dans le cadre du Vincennes Marne Bois Tourisme Festival Club. Je remercie notre vice-présidente au tourisme, qui ne peut pas être là tout de suite, Charlotte Libert, de son implication dans ces dossiers.

Apparemment, ce festival rencontre un énorme succès, puisque tous les billets ont été vendus. On attend plusieurs milliers de personnes.

Par ailleurs, pour illustrer nos succès en matière de tourisme, je suis heureux de vous annoncer qu'en juin, nous avons accueilli plus de 4 800 passagers sur Marne Bois Bateau Bus, soit une augmentation de 165 % par rapport à la même période en 2025. Cela est de bon augure, comme le sont également les chiffres concernant les baignades : au 21 juin, nous avons accueilli plus de 11 000 baigneurs à Joinville-le-Pont, c'est-à-dire en 3 semaines, la moitié de la fréquentation que nous avions connue sur une saison en 2025, et plus de 10 000 à Maisons-Alfort. Sur les 15 jours d'exploitation, nous avons eu 100 % de drapeaux verts. J'espère que cela va continuer, pour le bonheur des habitants de nos communes. Je sais que c'est le même succès à Saint-Maur et depuis samedi à Champigny, puisque les baignades à Saint-Maur sont ouvertes depuis maintenant 2 semaines et à Champigny, depuis samedi. Tout cela se complète fort bien.

J'en viens maintenant à l'ordre du jour du Conseil de territoire.

Désignation du secrétaire de séance

M. LE PRÉSIDENT

Je vous propose de désigner Philippe LHOSTE.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Approbation du procès-verbal de la séance du conseil de territoire du 19 mai 2026

M. LE PRÉSIDENT

Par ailleurs, vous avez bien reçu le procès-verbal de la séance du 19 mai 2026. Il n'y a pas de remarques ni d'observations ?

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Liste des décisions prises par le Président par délégation

M. LE PRÉSIDENT

Vous avez également reçu les listes des décisions par délégation, qui vous ont été communiquées avec l'ordre du jour du Conseil de territoire.

1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – Approbation du rapport d'activités du Territoire Paris Est Marne & Bois pour l'année 2025

M. LE PRÉSIDENT

J'en viens à la première question inscrite à l'ordre du jour, qui est l'approbation du rapport d'activités du Territoire Paris Est Marne & Bois pour l'année 2025. Je passe la parole à Igor SEMO.

M. SEMO

Monsieur le Président, mes chers collègues, vous êtes effectivement invités à prendre connaissance de ce rapport d'activité, notamment des nouvelles conseillères et nouveaux conseillers du Territoire pour avoir une vision vraiment complète et actualisée de l'action de notre intercommunalité.

Je ne vais pas passer en revue l'ensemble des politiques, je vais plutôt vous inviter à la lecture estivale de ce document très bien rédige au demeurant. J'en remercie l'administration. Je

voudrais insister sur deux ou trois points, simplement. D'une part, la gouvernance qui est d'une grande qualité, puisque comme vous le savez et j'espère que nous en donnerons l'image tout au long de cette mandature, il y a une vraie volonté d'écoute, de dialogue, de respect mutuel et un esprit très constructif qui montre que cette enceinte a toute son utilité, ainsi que le travail que vous faites en commission, bien entendu.

Deuxièmement, vous le voyez, il y a des politiques publiques. Certaines sont connues de nos populations, d'autres moins. Je pense que c'est à chaque collectivité, chaque commune de relayer aussi l'action de Paris Est Marne & Bois, parce que c'est important. Cela fait partie de l'identification à son propre territoire.

Dans ce rapport d'activités, il a été décidé de mettre à l'honneur une politique publique particulière : la baignade en Marne, puisque des réalisations ont été appréciées il me semble par la population et plus largement dans la région, voire même à l'international. Ces actions ont été relevées. Vous en saurez davantage.

Je voudrais juste terminer en insistant sur la dimension concernant nos propres agents. On voit depuis 2016 le territoire grandir à son rythme. Aujourd'hui, il y a 455 postes pourvus, cela vous donne un repère par rapport à vos propres communes respectives. Cela commence à être vraiment significatif. Je voudrais souligner un point qui est souvent méconnu : ces emplois à 80 % sont occupés par des agents de catégorie C. C'est un peu contre-intuitif, parce qu'on imagine souvent que les intercommunalités, c'est beaucoup de matière grise, beaucoup de cadres supérieurs de la fonction publique territoriale. Ce n'est pas tout à fait vrai, car à Paris Est Marne & Bois, on a un pourcentage d'agents de catégorie C qui est à l'image des politiques que nous développons sur nos territoires et qui sont des agents de proximité, qui sont aussi dans les rues de nos communes. Je tenais à le souligner.

Voilà ce que je peux dire de manière synthétique, Monsieur le Président.

M. LE PRÉSIDENT

Merci beaucoup, Igor. Pas de demande de prise de parole ? Merci de me donner acte que le rapport a été présenté.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE le rapport d'activités du Territoire Paris Est Marne & Bois pour l'année 2025, joint en annexe.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

2. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – Approbation du règlement intérieur du Conseil de Territoire, du Bureau et des Commissions de Paris Est Marne & Bois

M. LE PRÉSIDENT

Je repasse la parole à Igor SEMO pour l'approbation du règlement intérieur du Conseil de territoire.

M. SEMO

Vous avez déjà adopté ce type de dispositif dans vos conseils municipaux. C'est le règlement qui permet de préciser les règles de fonctionnement du Conseil de territoire, notamment l'organisation du débat d'orientations budgétaires, les conditions d'accès au contrat, au

marché et les règles de présentation et d'organisation des questions orales qui peuvent advenir.

Voilà ce que je peux dire de manière synthétique. Ce sont des dispositions très courantes.

M. LE PRÉSIDENT

Madame

Mme FENASSE

J'ai des interrogations sur les articles 11, 12 et 13. Sachant que pour le 11 et le 12, c'est un peu la même interrogation. L'article 11 porte sur les séances à huis clos et l'article 12, sur les séances privées. Je voulais savoir dans quel cas on peut recourir à ces séances privées ou à huis clos. Je pense qu'il serait judicieux de le préciser dans le règlement intérieur, de façon à ce que quelque chose d'exceptionnel ne se transforme pas en quelque chose de régulier. Il me semble qu'il est toujours bien de connaître les raisons pour lesquelles on se réunit à huis clos, même si je peux imaginer tout ce qui est secret des affaires peut-être, etc. Mais je pense qu'il serait opportun de le préciser.

Concernant l'article 13, il est indiqué « Le président peut, lors de circonstances particulières ou à la demande d'un président de groupe. » Or, nulle part ailleurs dans le règlement intérieur, il n'est précisé la possibilité de se constituer en groupe, y compris les modalités de constitution de ces groupes, le nombre d'élus qu'il faudrait, etc. Cela fait référence à quelque chose qu'il faudrait selon moi préciser dans le règlement intérieur.

M. LE PRÉSIDENT

Pour ce qui est des séances à huis clos, c'est spécifié : c'est sur demande de trois membres du Conseil de territoire au moins, ou du président, que le conseil peut se réunir à huis clos. On n'a pas à définir les raisons. C'est une liberté qui est laissée au Conseil de territoire. Jusqu'à maintenant, sauf erreur de ma part, en 10 ans, ce n'est jamais intervenu. Mais il faut se laisser cette liberté au cas où. Par définition, il est difficile de définir des circonstances dans lesquelles cette demande pourrait être exercée. L'objectif justement n'est pas de rendre publics les débats. Autrement, cela aurait déjà été fait depuis 10 ans. Nous n'avons jamais eu cette intention. Il faut juste prévoir le cas où il y aurait un besoin, qui reste difficile à définir puisque c'est quelque chose par nature d'exceptionnel. Cela en est la raison.

Concernant la présidence de groupe ou la demande d'un président de groupe, si vous le souhaitez, on peut le supprimer. C'était plutôt une ouverture qu'autre chose.

Mme FENASSE

Je pense qu'on ne s'est pas compris. Au contraire, je souhaiterais que l'on précise. Il est indiqué qu'il y a des présidents de groupe. Je voudrais au contraire qu'il soit clairement indiqué dans le règlement intérieur que l'on peut se constituer en groupe, en précisant les modalités de constitution de ces groupes.

M. LE PRÉSIDENT

Nous n'avons rien changé quant à la constitution des groupes. Vous pouvez vous constituer en groupes.

Mme FENASSE

Justement, ce n'est pas indiqué. Je voudrais qu'il soit indiqué dans le règlement intérieur qu'il est possible de se constituer en groupe, en précisant le nombre d'élus pour constituer un groupe. Il s'agirait juste d'une précision.

M. LE PRÉSIDENT

C'est le CGCT qui le définit. Ce qui n'est pas interdit est autorisé.

Mme FENASSE

Le CGCT ne définit par le nombre d'élus nécessaire à la constitution d'un groupe dans un territoire.

M. LE PRÉSIDENT

Il s'agit d'un pourcentage d'élus. Nous pourrons le préciser. Avez-vous d'autres remarques ? Je vous en prie, Monsieur.

M. SESTER

Je voudrais relayer cette demande. Apparemment, dans l'ancien règlement intérieur, la constitution des groupes était spécifiée. Cette disposition a été retirée, ce qui est un peu dommage. Si c'est toujours possible, dont acte. Il aurait été judicieux que ce soit clairement indiqué, notre collectivité étant largement au-dessus des 100 000 habitants. Les groupes sont autorisés, voire même obligatoires.

M. LE PRÉSIDENT

Non, Monsieur : les groupes ne sont pas obligatoires. Ne transformez pas une option en une obligation. Je vous précise que vous pouvez vous constituer en groupes, mais je vous le dis très clairement et j'ai déjà eu le débat lors de la dernière mandature : vous vous constituez en groupes, c'est votre droit. Il n'y a aucun problème. En revanche ici, nous avons toujours fonctionné en coopératives de communes. Si on passe d'une logique communale à une logique politique, on appliquera une logique politique. Mais ne croyez pas et ne comptez pas sur nous pour donner des bureaux, des moyens, des collaborateurs : nous ne sommes pas du tout dans cette option au sein du Conseil de territoire de Paris Est Marne & Bois. Ce n'est pas sur le dos des contribuables que l'on constituera des groupes politiques avec des moyens budgétaires alloués à ces groupes. Je vous le dis sereinement et clairement. Ainsi, nous aurons eu l'occasion en ce début de mandat de nous dire les choses.

C'est très clair, ceci a déjà été demandé la dernière fois et je vous avais indiqué lors de la précédente mandature que vous pouviez vous constituer en groupes politiques. Mais ne comptez pas sur le territoire pour rentrer dans une logique de groupes politiques, car nous n'avons jamais fonctionné ainsi. Nous avons toujours fonctionné comme une coopérative de communes où quelles que soient les communes, quelle que soit l'origine politique des personnes, on travaillait en logique intercommunale. C'est un choix. Par définition, si nous passons à une logique de groupe, à ce moment-là, nous rentrerions dans une logique politique de groupes politiques avec une majorité et une minorité très clairement exprimées.

Monsieur ?

M. MASSOT

Monsieur le Président, mes chers collègues, effectivement nous souhaitions revenir sur cette possibilité de créer des groupes, puisque nous avons un règlement intérieur. Évidemment, vous pouvez nous dire « Puisque c'est autorisé par le CGCT, faites-le. N'organisons pas la démocratie à l'intérieur de ce conseil directement, puisque nous avons un règlement intérieur. » Nous vous proposons que le règlement intérieur valide la possibilité de mettre en place un groupe.

Nous vous proposons un amendement à votre règlement intérieur, article pouvant être avant l'article 10, qui pourrait être l'article 10.1 « Les conseillers territoriaux peuvent former un groupe territorial. » Nous ne vous demandons aucun moyen, nous avons bien compris que vous ne souhaitiez pas accorder de moyens à cette démocratie.

M. LE PRÉSIDENT

Ce n'est pas que pour vous. S'il y a un groupe pour vous, il peut y en avoir un pour la majorité.

M. MASSOT

Bien sûr, cela ne m'a pas échappé. On vous propose d'amender le règlement intérieur dans ce sens, de façon à ce que les choses soient explicites. Le règlement intérieur sert à gérer le fonctionnement interne de notre collectivité. Puisqu'on dit qu'on peut le faire, autant rendre les choses explicites. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

C'est entendu. Il est dommage de ne pas avoir fait cette proposition en réunion de commission, la semaine dernière. C'est regrettable, puisque les commissions sont faites pour cela. Mais c'est normal, puisque c'est le début de votre mandat. Vous le saurez pour la prochaine fois.

Par ailleurs, je rappelle que cette option est tout à fait autorisée par le CGCT. Ce qui n'est pas interdit est autorisé. Par ailleurs, je ne propose pas de modifier le règlement intérieur. Je vous propose de passer au vote sur votre amendement.

M. MASSOT

Il aurait donc été inutile de le proposer en commission, puisque vous ne voulez pas l'amendement. C'est donc inutile.

M. LE PRÉSIDENT

Vous réécrivez l'histoire a posteriori.

M. MASSOT

L'objectif était que tout le monde ait le même niveau d'information. Je pense que la démocratie collective que nous devons instaurer dans ce conseil territorial comme ailleurs mérite autre chose que des actes d'autorité. Tout comme la remarque de ma collègue Fabienne sur l'égalité femme-homme, ce sujet justement des sujets qui sont trop importants pour se contenter d'actes d'autorité. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Bien sûr, et les procès d'intention sont tout autant regrettables.

M. MASSOT

Nous retirons l'amendement.

M. LE PRÉSIDENT

J'en viens à l'approbation du règlement intérieur du Conseil de territoire.

Je mets aux voix. Il y a une abstention (1) et aucun vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(4 abstentions : Fabrice CAPRANI, Frédéric MASSOT, Cécile PANASSAC et Olivier SESTER)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE le règlement intérieur du Conseil du Territoire, du bureau et des commissions de Paris Est Marne & Bois tel qu'annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en préfecture et de sa publication, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'établissement public territorial PARISESTMARNE&BOIS ou contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

3. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – Désignation des représentants du Territoire à différentes instances

M. LE PRÉSIDENT

Nous commençons par les désignations. Vous avez sur votre table des désignations de représentants du territoire à différentes instances. Je vous laisse en prendre connaissance. Madame ?

Mme BOUE LELU

Merci, Monsieur le Président. J'aurais juste une question concernant la constitution de la liste des membres du territoire au Conseil d'exploitation de la régie intercommunale des marchés alimentaires. Je voudrais savoir s'il y a des critères particuliers ou des prérogatives particulières qui justifient la sous-représentation des femmes.

M. LE PRÉSIDENT

Ce sont les communes qui nous communiquent les noms, Madame, tout simplement. Il arrive, dans certains secteurs, qu'il y ait plus de femmes que d'hommes. Ce n'est pas un sujet. La meilleure égalité, c'est justement quand cela ne devient plus un sujet.

Je mets aux voix. Il y a une abstention (1) et aucun vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(1 abstention : Cécile PANASSAC)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
DECIDE d'actualiser les représentants pour siéger au sein du Conseil d'Administration de la SPL Marne au Bois au nom du territoire Paris Est Marne & Bois :

- Monsieur Philippe LHOSTE en remplacement de Monsieur DUVAUDIER, déjà délégué au titre de la commune

Philippe LHOSTE
Nassim LACHELACHE

ARTICLE 2 :
DESIGNE les membres du Territoire au Conseil d'Exploitation de la Régie Intercommunale des marchés alimentaires.

Jean-Paul DAVID
Gilles HAGEGE
Thomas OLIVE
Igor SEMO
Thibault SIMEONI
Jérôme TAGNON
Marianne VERON

Et les membres au titre de la catégorie des professionnels compétents dans le domaine de la régie

Madame Diana MORTIN – Sté VERONA – Traiteur italien (Nogent sur Marne)
Monsieur Jimmy SPELLE – Fruits et légumes (Saint Mandé)

ARTICLE 3 :
CONFIRME que lors du conseil de territoire du 19 mai 2026, Monsieur MESNAGER a été installé suite à la démission de Monsieur GAUDIERE et notamment pour se substituer à lui au comité syndical du SMITDUVM.

ARTICLE 4 :
DESIGNE en qualité de délégué titulaire et de délégué suppléant de Paris Est Marne & Bois au sein du Comité National d'Action Sociale,

Titulaire	Suppléant
Jean-Paul DAVID	Marianne VERON

ARTICLE 5 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

4. URBANISME – Modification n° 1 du PLUi de l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois : Décision de soumettre la modification à évaluation environnementale, définition des objectifs et des modalités de la concertation préalable

M. LE PRÉSIDENT

Je passe la parole à Pierre-Michel DELECROIX.

M. DELECROIX

Monsieur le Président, vous avez tout dit. C'est une modification de notre PLUi qui est proposée ce soir, au Conseil.

M. LE PRÉSIDENT

Est-ce qu'il y a des questions ? Madame ?

Mme THEOPHILE

Excusez-moi, je reviens sur le PV du 19 mai : il y a eu une omission de mon nom à la troisième commission.

M. LE PRÉSIDENT

Nous allons le corriger, c'est noté.

Je mets aux voix. Il y a des abstentions (5) et aucun vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(6 abstentions : Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Fabrice CAPRANI, Chantal CAZALS, Florian JAMES, Julien LEGER et Frédéric MASSOT)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
DECIDE de soumettre à évaluation environnementale la modification n°1 du PLUi ;

ARTICLE 2 :
APPROUVE les objectifs poursuivis par la modification n°1 du PLUi, à savoir :

- Améliorer les dispositions réglementaires du PLUi (règlement écrit, règlement graphique, orientations d'aménagement et de programmation, annexes…) ;

- Accompagner la réalisation de projets sur le territoire de l'EPT en cohérence avec les orientations générales du PADD.
- Informer le public sur les potentielles incidences du projet sur l'environnement,

ARTICLE 3 :
APPROUVE les modalités de la concertation préalable, à savoir :

- Un avis d'information annoncera, préalablement à son démarrage, la concertation :
  - sur le site internet du Territoire Paris Est Marne & Bois ;
  - par affichage au siège de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois à Champigny-sur-Marne (14, rue Louis Talamoni) ;
  - par affichage, sur les panneaux administratifs des 13 communes membres de l'Etablissement Public Territorial ;

- Durant cette période :
  - un dossier sera consultable en ligne sur le sur le site internet de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois ;
  - ce même dossier pourra également être consulté à la direction urbanisme de Paris Est Marne & Bois aux jours et heures habituels d'ouverture au public, accompagné d'un registre destiné à recueillir les observations du public ;
  - le public aura également la possibilité de laisser des contributions à l'adresse mail suivante : concertation.plui@pemb.fr

A l'issue de cette concertation, le Conseil de Territoire sera invité à se prononcer sur le bilan de cette concertation ;

Par la suite, toute personne pourra consulter ce bilan :

- sur le site internet de l'EPT Paris Est Marne & Bois ;
- dans le futur dossier de modification du PLUi qui sera soumis ultérieurement à enquête publique.

ARTICLE 4 :
AUTORISE le Président, ou son représentant, à engager la concertation préalable, en application de l'article L.103-2 du Code de l'urbanisme et à signer tout document relatif à cette procédure.

ARTICLE 5 :
PRECISE que la présente délibération sera affichée pour une durée d'un mois au siège de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois (14 rue Louis Talamoni, 94500 Champigny-sur-Marne) et dans les 13 communes du Territoire. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 6 :
En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Président de l'EPT Paris Est Marne & Bois dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 14 rue Louis Talamoni, 94500 Champigny-sur-Marne
En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de la dernière des mesures de publicité susvisées, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Président de l'EPT Paris Est Marne & Bois si un recours gracieux a été introduit (l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet).

Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » (accessible à partir du site www.telerecours.fr).

5. URBANISME – Création d'un périmètre de prise en considération du projet d'aménagement dans le secteur Villa Antony à Saint-Maurice

M. LE PRÉSIDENT

Pierre-Michel DELECROIX

M. DELECROIX

Tout est dans l'objet : il s'agit de la création d'un périmètre de prise en considération dans le secteur Villa Antony à Saint-Maurice. Il est demandé au Conseil d'autoriser la création de ce périmètre.

M. LE PRÉSIDENT

Très bien. Pas de remarques ?

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
DECIDE de créer un périmètre de prise en considération sur le secteur Villa Antony à Saint-Maurice défini en annexe, conformément aux dispositions de l'article L.424-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs de l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois et affichée à la mairie de Saint-Maurice ainsi qu'au siège de l'Établissement Public Territorial pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département du Val-de-Marne.

ARTICLE 3 :
En application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Président de l'EPT Paris Est Marne & Bois dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification à l'adresse suivante : 14 rue Louis Talamoni, 94500 Champigny-sur-Marne
En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Melun - sis 43 Rue du Général de Gaulle, 77000 Melun - dans un délai de deux mois à compter de la dernière des mesures de publicité susvisées, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Président de l'EPT Paris Est Marne & Bois si un recours gracieux a été introduit (l'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet). Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » (accessible à partir du site www.telerecours.fr).

6. AMÉNAGEMENT – Approbation du rapport annuel 2025 des élus mandataires de la SPL Marne au Bois (Fontenay)

M. LE PRÉSIDENT

Jacques-Alain BENISTI pour le rapport annuel 2025 des élus mandataires de la SPL Marne au Bois.

M. BENISTI

Merci, Monsieur le Président. À travers ce rapport, il s'agit pour les élus de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat, et ce faisant de renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus, de renforcer évidemment le contrôle analogue et ensuite, de s'assurer que la société Marne au Bois SPL agit en conformité avec les propositions et les actions engagées par les collectivités locales.

Je rappelle que la SPL, pour l'année 2025, a accompagné la ville de Bry-sur-Marne sur la programmation de la reconstruction de l'école Barilliet dans le cadre d'un contrat AMO. Elle a poursuivi l'accompagnement stratégique du secteur de la Redoute à Fontenay, accompagné la ville du Perreux-sur-Marne et le territoire Paris Est Marne & Bois sur la contribution financière des porteurs de projets immobiliers à la densification de l'offre en équipements publics du secteur Jean Marin. Elle a poursuivi l'opération de revitalisation commerciale sur le secteur du centre-ville de Champigny-sur-Marne dans le cadre d'un contrat de revitalisation artisanale et commerciale. Elle a également mis en œuvre l'opération de revitalisation commerciale à Fontenay, notamment à travers le suivi des premières coques commercialisées. Elle a poursuivi l'opération Val-de-Fontenay Alouettes dans le cadre de la concession d'aménagement. Elle a également participé à l'opération Alouettes Est à Fontenay, dans le cadre de la concession d'aménagement. Puis elle a achevé les travaux de réalisation de la médiathèque du centre municipal de santé à Fontenay. Elle a achevé les travaux prévus dans le cadre de la concession d'aménagement Tassigny-Auroux à Fontenay, elle a achevé la réalisation des espaces publics du secteur de Nogent Baltard dans le cadre d'un contrat de maîtrise d'ouvrage délégué, et elle a aussi engagé une concession d'aménagement sur le secteur de la Matène à Fontenay-sous-Bois.

Soit un total de bilan d'un peu plus de 126 millions d'euros, un chiffre d'affaires de près de 3 millions d'euros et un résultat net après impôts de 170 000 euros, un montant total de capitaux propres de 2,2 millions d'euros.

Il s'agit d'approuver ce rapport annuel des élus mandataires de la SPL pour l'exercice 2025.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Pas de demande de prise de parole ?

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE le rapport annuel des élus mandataires de la SPL Marne au Bois pour l'exercice 2025.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en préfecture, de sa publication sous forme électronique, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

7. AMÉNAGEMENT – Concession d'aménagement du secteur Tassigny-Auroux à Fontenay-sous-Bois : Approbation de l'avenant n° 3 au Traité de concession passé entre le Territoire Paris Est Marne & Bois, la SPL Marne-au-Bois et la ville de Fontenay-sous-Bois

M. LE PRÉSIDENT

Je repasse la parole à Jacques-Alain BENISTI pour une concession d'aménagement à Fontenay, dans le secteur Tassigny-Auroux.

M. BENISTI

Il ne s'agit simplement que d'un troisième avenant au traité de concession Tassigny-Auroux, que je viens de citer dans le rapport, qui est l'objet de la présente délibération, pour permettre à la SPL en tant que concessionnaire d'apporter son concours au financement des travaux de rénovation et d'extension du groupe scolaire Pierre Demont à hauteur de 850 000 euros net de taxe, hors champ évidemment TER.

Ces travaux seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la ville de Fontenay, qui est évidemment bénéficiaire de cette offre. Ensuite, il s'agit également d'acter la participation du constructeur Coopimmo au financement des équipements publics de l'opération versée en octobre 2025 au titre de la convention de participation signée entre la SPL et Coopimmo.

M. LE PRÉSIDENT

Merci, Jacques-Alain. Pas de remarques ?

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement du secteur Tassigny-Auroux à Fontenay-sous-Bois et ses annexes.

ARTICLE 2 :
AUTORISE le Président du Territoire à signer l'avenant n°3 au traité de concession d'aménagement et tous les actes y afférents.

ARTICLE 3 :
PRECISE que le traité de concession, et ses avenants n°1, n°2 et n°3, seront tenus à la disposition du public à la Direction aménagement de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois, 3 place Uranie – 94340 – Joinville le Pont.

ARTICLE 4 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en préfecture et de sa publication sous forme électronique, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

8. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Approbation d'une convention d'objectifs et de moyens pour 2026 avec la ville de Charenton-le-Pont concernant la mise en œuvre d'un dispositif de médiation sociale de proximité et autorisation de signature au Président

M. LE PRÉSIDENT

Je passe la parole à Laurent JEANNE pour une convention d'objectifs et de moyens avec la ville de Charenton.

M. JEANNE

Merci, Président. Il s'agit de l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens pour la mise en œuvre d'un dispositif de médiation sociale de proximité, pour un montant de 50 000 euros dans le cadre du CLSPD restreint de Charenton, avec des obligations d'évaluation du dispositif.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur

M. SESTER

Je découvre ce dispositif de médiation sociale. Je trouve que c'est plutôt intéressant. J'avais une question : j'ai l'impression que c'est un renouvellement. Est-ce qu'on ne devrait pas avoir au moins transmission de quelques éléments de bilan, de chiffrage ? Il est indiqué dans cette convention qu'un rapport doit être transmis.

Qu'en est-il de la possibilité de généraliser ce type de dispositif à d'autres communes ? J'ai l'impression qu'il n'y a que Charenton, mais je ne connais pas tout le territoire et toutes les politiques de chaque ville. Pourrions-nous envisager éventuellement que d'autres villes intéressées appliquent ce même dispositif ?

M. LE PRÉSIDENT

Effectivement, ce n'est pas une nouveauté. Nous vous transmettrons les éléments dont nous disposons en termes de bilan. D'autre part, ce type de dispositif existe également au sein de la ville de Vincennes. Pour l'instant, nous n'avons pas eu de demandes autres. Il ne s'agissait pas d'un héritage de la communauté de communes. C'était en lien avec le CLSPD.

M. SESTER

Effectivement, ce dispositif de médiation sociale était en lien à l'époque avec la communauté de communes que nous formions avec la ville de Saint-Maurice, avec mon collègue Igor SEMO. De ce fait, nous avions constitué un CLSPD intercommunal. Au moment de la récupération d'un certain nombre de compétences, dès lors que le territoire s'est constitué à son tour, effectivement ce dispositif est revenu à la ville de Charenton.

Je vous communiquerai, si le territoire ne les a pas déjà, les éléments de bilan de cette médiation sociale dont je précise ici qu'elle est tout à fait fort utile.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE la convention d'objectifs et de moyens avec la Ville de Charenton-le-Pont concernant la mise en œuvre d'un dispositif de médiation sociale de proximité dont une copie demeurera en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
AUTORISE monsieur le Président de Paris Est Marne & Bois à signer cette convention et tous documents afférents.

ARTICLE 3 :

Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun

9. POLE IMAGE – Subvention et approbation d'une convention d'objectifs et de moyens 2026 entre Paris Est Marne & Bois et l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) dans le cadre du projet Classe Alpha et autorisation de signature au Président

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons à la question 9 concernant le Pôle image, avec la subvention et approbation d'une convention d'objectifs et de moyens 2026 avec l'INA. Je passe la parole à Romain MARIA.

M. MARIA

Merci, Monsieur le Président. Il s'agit en effet de reconduire pour l'année 2026 la subvention du Territoire Paris Est Marne & Bois au projet de l'Institut National de l'Audiovisuel de Classe Alpha qui vise à favoriser la préqualification et l'insertion professionnelle des jeunes issus notamment des quartiers prioritaires de notre territoire. Cette subvention s'élève à un montant de 60 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur

M. SESTER

Il n'y a pas de souci sur le principe, c'est une très bonne initiative que de permettre des cursus avec des acteurs majeurs du territoire. J'aurais juste une remarque : ce ne sont pas 100 jeunes qui sont concernés, mais 48. C'est ce qu'indique le site de l'INA.

Comment les jeunes du territoire sont-ils informés de l'existence de ce cursus et comment font-ils pour s'y inscrire, concrètement ?

M. LE PRÉSIDENT

Nous vous enverrons tous les éléments d'information, nous vous communiquerons une note à ce sujet.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE une subvention de 60 000€ à l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) dans le cadre du projet Classe Alpha.

ARTICLE 2 :
APPROUVE le partenariat entre le Territoire Paris Est Marne & Bois et l'Institut National de l'Audiovisuel (INA) et la convention d'objectifs et de moyens 2026 s'y rapportant telle que jointe en annexe.

ARTICLE 3 :
AUTORISE monsieur le Président de Paris Est Marne & Bois à signer cette convention et tous documents afférents.

ARTICLE 4 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

10. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM VILOGIA au titre du financement de l'opération d'acquisition en Vente en l'État Futur Achèvement (VEFA) de 17 logements locatifs sociaux (8 PLUS, 7 PLAI et 2 PLS en ULIS) sis 61-63 bis avenue Ledru Rollin, 94170 Le Perreux-sur-Marne

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons aux octrois de garantie d'emprunt. Il y a 8 ou 9, voire même un peu plus rapports et garanties d'emprunt pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux. Laurent JEANNE

M. JEANNE

Président, voici une série de garanties d'emprunt. Le point 10 concerne VILOGIA, une opération de 17 logements sociaux avec les différentes catégories sur la commune du Perreux au 61-63 avenue Ledru Rollin. Le montant à garantir est de 1 680 277 euros pour une opération de 2 470 000 euros, avec une contrepartie de 3 logements pour l'EPT.

M. LE PRÉSIDENT

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à la société anonyme d'HLM VILOGIA pour le remboursement d'un emprunt d'un montant global de 1 681 277,00 euros souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), au titre de l'opération d'acquisition en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 17 logements locatifs sociaux (8 PLUS, 7PLAI et 2 PLS en ULS) sis 63-63 bis avenue Ledru Rollin au PERREUX-SUR-MARNE, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°188315 constitué de quatre lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit de 40 à 80 ans suivant les lignes de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM VILOGIA, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3 :
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
PRECISE qu'en contrepartie, l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois bénéficiera de droit de réservation sur 3 logements locatifs sociaux (1 T1 Bis et 2 T2).

ARTICLE 6 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°188315 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la société anonyme d'HLM VILOGIA, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 7 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention relative à la gestion des logements réservés de Paris Est Marne & Bois avec la société anonyme d'HLM VILOGIA, une fois celle-ci finalisée, ainsi que ses avenants éventuels.

ARTICLE 8 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

11. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM CDC Habitat au titre du financement de l'opération d'acquisition en Vente en l'État Futur Achèvement (VEFA) de 11 logements locatifs sociaux (5 PLAI, 6 PLUS) située 46 avenue du Bac à Saint-Maur-des-Fossés

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Il s'agit de la même chose, mais pour la CDC sur une opération VEFA au 46 avenue du Bac à Saint-Maur-des-Fossés. C'est une opération avec 16 logements sociaux, dont 5 en PLAI et 6 en PLUS, avec un montant à garantir de 288 777 euros et 2 logements en contrepartie au profit de l'EPT.

M. LE PRÉSIDENT

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à la société anonyme d'HLM CDC HABITAT pour le remboursement d'un emprunt d'un montant global de 288 777,00 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), au titre de l'opération de Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) d'un programme de 11 logements locatifs sociaux (5 PLAI – 6 PLUS) située 46 avenue du Bac à Saint Maur des fossés, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°186783 constitué de trois lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit 12 mois de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 à 60 ans suivant les lignes de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM CDC HABITAT, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3 :
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
PRECISE qu'en contrepartie, le territoire Paris Est Marne & Bois bénéficiera de droits de réservation sur 2 logements locatifs sociaux (1 T1 PLAI et 1 T1 PLUS) ;

ARTICLE 6 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°186783 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la société anonyme d'HLM CDC HABITAT, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 7 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention relative à la gestion des logements locatifs sociaux réservés de Paris Est Marne & Bois avec la société anonyme d'HLM HABITAT, une fois celle-ci finalisée, ainsi que ses avenants éventuels.

ARTICLE 8 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

12. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à l'Organisme de Foncier Solidaire (OFS) La Coopérative Foncière Francilienne au titre du financement de l'opération « Trianon » en Bail Réel Solidaire (BRS) de 20 logements sis 125 avenue du Général de Gaulle à Villiers-sur-Marne

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Il s'agit d'une garantie d'emprunt à l'OFS, dans le cadre d'une opération en BRS sur la commune de Villiers-sur-Marne au 125 avenue du Général de Gaulle pour 20 logements en accession sociale pour un montant à garantir de 696 693 euros, le reste étant sur fonds propres, sur une opération au global de 731 361 euros.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne pour le remboursement d'un emprunt de type Long Terme d'un montant global de 696 693,00 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, au titre de l'opération en Bail Réel Solidaire de 20 logements en Bail Réel Solidaire sis 125 avenue du Général de Gaulle à Villiers-sur-Marne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°188534.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit 24 mois de différé d'amortissement selon la ligne de prêt, suivis d'une période d'amortissement de 80 ans et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3:
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°188534 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 6 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

13. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à l'Organisme de Foncier Solidaire (OFS) La Coopérative Foncière Francilienne au titre du financement de l'opération « Les Prunais » en Bail Réel Solidaire (BRS) de 55 logements sis 125 sis avenue Auguste Rodin à Villiers-sur-Marne

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Il s'agit de la même opération avec l'OFS concernée, toujours en BRS et à Villiers-sur-Marne, sur l'avenue Auguste Rodin pour une opération plus importante de 55 logements, avec un montant à garantir de 2 511 193 euros sur une opération de 2 661 110 euros, le reste étant couvert par les fonds propres.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne pour le remboursement d'un emprunt de type Long Terme d'un montant global de 2 511 193,00 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, au titre de l'opération en Bail Réel Solidaire de 55 logements en accession sociale sis avenue Auguste Rodin à Villiers-sur-Marne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°187468. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit 24 mois de différé d'amortissement selon la ligne de prêt, suivis d'une période d'amortissement de 80 ans et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3:
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°187468 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Organisme de Foncier Solidaire la Coopérative Foncière Francilienne, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 6 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

14. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM VILOGIA au titre du financement de l'opération de réhabilitation d'un foyer de 8 logements locatifs sociaux sis 60 rue Léon Bocquet à Saint-Maur-des-Fossés (94100)

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Nous revenons sur la commune de Saint-Maur pour une opération de réhabilitation d'un foyer de 8 logements locatifs sociaux au 60 rue Léaon Bocquet sur la commune de Saint-Maur, une garantie à 575 298 euros pour 746 000 euros au total, avec en contrepartie 2 désignations au profit de l'EPT.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100% de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à la société anonyme d'HLM VILOGIA pour le remboursement d'un emprunt d'un montant global de 575 298,00 euros souscrits auprès de la Banque Postale, au titre de l'opération de réhabilitation d'un foyer de 8 logements locatifs sociaux sis 60 rue Léon Bocquet à Saint-Maur-des-Fossés (94100), selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°LPB-00022461 constitué d'une ligne de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit 25 ans, et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM VILOGIA, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3 :
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Banque Postale par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
PRECISE qu'en contrepartie de sa garantie, l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois bénéficiera de 2 désignations uniques dans le cadre de la gestion en flux sur la commune ou le territoire de la Collectivité Territoriale.

ARTICLE 6 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°LBP-00022461 signé entre la Banque Postale et la société anonyme d'HLM VILOGIA, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 7 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

15. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM IMMOBILIÈRE 3F au titre du financement de l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 7 logements locatifs sociaux (6 PLAI, 1 PLUS) située 7-9 avenue du Président Roosevelt à Le Perreux-sur-Marne

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Il s'agit d'une opération avec l'Immobilière 3F sur la commune du Perreux-sur-Marne au 7 avenue du Président Roosevelt, pour une opération avec 7 logements sociaux dans cette opération qui est à garantir pour 773 000 euros, pour un montant global de 1 338 083 euros et une contrepartie de 2 logements pour le territoire.

M. LE PRÉSIDENT

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à la société anonyme d'HLM IMMOBILIERE 3F pour le remboursement d'un emprunt d'un montant global de 773 000,00 euros souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), au titre de l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 7 logements locatifs sociaux (6 PLAI – 1 PLUS) située 7-9 avenue du Président Roosevelt à Le Perreux-sur-Marne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°189289 constitué de quatre lignes de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit une période d'amortissement de 40 à 60 ans suivant les lignes de prêt, et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la société anonyme d'HLM IMMOBILIERE 3F, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3 :
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
PRECISE qu'en contrepartie de sa garantie, l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois bénéficie d'un droit de réservation portant sur 2 logements (2 T2 PLAI).

ARTICLE 6 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°189289 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la société anonyme d'HLM IMMOBILIERE 3F, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 7 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention relative à la gestion des logements réservés de Paris Est Marne & Bois avec la société anonyme d'HLM IMMOBILIERE 3F, une fois celle-ci finalisée, ainsi que ses avenants éventuels.

ARTICLE 8 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

16. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Octroi de garantie d'emprunt à CPH ARCADE - VYV au titre du financement de l'opération d'acquisition en vente en l'état de futur achèvement (VEFA) de 40 logements BRS sis 10 chemin des Boutareines, Villiers-sur-Marne

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

On revient à Villiers avec une opération à nouveau en BRS, en VEFA au 10 chemin des Boutareines, avec une garantie de 1 443 575 euros, un apport en fonds propres de 80 000 euros pour cette opération d'un peu plus de 1 500 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE la garantie à hauteur de 100 % de l'établissement public territorial Paris Est Marne & Bois à ANTIN RESIDENCES pour le remboursement d'un emprunt d'un montant global de 1 443 575,00 euros souscrits auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), au titre de l'opération d'acquisition en vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) de 40 logements BRS (Bail Réel Solidaire) sis 10 chemin des Boutareines à Villiers-sur-Marne, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat n°177364 constitué d'une ligne de prêt.
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

ARTICLE 2 :
PRECISE que la garantie de Paris Est Marne & Bois est accordée pour la durée totale du prêt, soit une période d'amortissement de 80 ans suivant la ligne de prêt après un différé d'amortissement de 60 mois, et jusqu'au complet remboursement de celles-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par ANTIN RESIDENCES, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

ARTICLE 3 :
S'ENGAGE au cas où l'emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) par lettre simple, en renonçant au bénéfice de la discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

ARTICLE 4 :
S'ENGAGE pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges d'emprunt dues.

ARTICLE 5 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt n°177364 signé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et ANTIN RESIDENCES, et à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre de la procédure de garantie d'emprunt.

ARTICLE 6 :
AUTORISE Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention relative à la gestion des logements réservés de Paris Est Marne & Bois avec ANTIN RESIDENCES, une fois celle-ci finalisée, ainsi que ses avenants éventuels.

ARTICLE 7 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

17. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Bilan 2025 des commissions de désignation des candidats aux logements sociaux réservés au Territoire en contrepartie des garanties d'emprunt octroyées

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

On n'est plus sur les garanties d'emprunt, mais sur le bilan des commissions des désignations des candidats aux logements sociaux. Il n'y a pas de vote, c'est une prise d'acte. Il y a tout de même quelques éléments à mettre en perspective. À savoir que sur l'année 2025, au total, 605 logements ont été produits sur le territoire à travers 28 programmes. On voit à chaque fois ce que les garanties d'emprunt nous permettent de dégager, malgré un contexte de développement des programmes plus compliqué que par le passé. Mais on constate que malgré tout, sur le territoire, il y a tout de même encore de beaux résultats.

Vous avez dans le rapport l'ensemble de la répartition ville par ville, avec les programmes. Il est à noter une importance assez nette des villes du Perreux, de Saint-Maur et de Nogent dans cette répartition. C'est assez intéressant par rapport à ce que l'on peut entendre, parfois.

Au total, 493 candidats ont été désignés par le Territoire dans le cadre du contingent du territoire. Vous avez la répartition qui est assez intéressante concernant le type de logements.

Vous le voyez souvent apparaître dans les garanties d'emprunt, mais on est à près de 40 % en PLAI pour 61 logements, 35 % sur du PLUS et 14 % sur du PLS, le reste étant bien évidemment du LLI, avec bien sûr des opérations où le public DALO est concerné.

Vous avez aussi dans ce rapport des éléments sur quartiles, qui sont tout à fait intéressants, puisque l'on constate au fond un certain équilibre et une part importante, prépondérante du premier et du second quartile, preuve que nous arrivons aussi à attribuer des logements en direction des publics prioritaires pour près de 40 %. C'est un point important.

Nous pouvons également noter, sans trop rentrer dans le détail, est que ces garanties d'emprunt ont représenté 126 millions d'euros pour l'année 2025. Depuis 2019, ce sont tout de même 453 millions d'euros qui ont été garantis par le territoire pour accompagner ce mouvement à travers la construction et la réhabilitation.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur MASSOT

M. MASSOT

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour essayer de comprendre, la collectivité Conseil territorial Paris Est Marne & Bois attribue une garantie d'emprunt et en contrepartie, le territoire bénéficie de logements. C'est la ville qui propose des locataires pour ces logements.

Quelles sont les conditions de la transparence de la proposition des locataires sur ces logements ? Qu'impose le territoire aux communes ? Puisqu'il y a une sorte de transfert d'information entre le territoire et la commune, le territoire peut dire « Nous avons telle et telle contrainte de transparence et nous vous demandons telle et telle contrainte de transparence sur la désignation des locataires pour ces appartements » en CALEOL.

M. JEANNE

Les 493 logements concernés sont tous passés en CALEOL, qui est composée de l'ensemble des intervenants. Ce n'est pas uniquement la ville avec le territoire.

M. MASSOT

Oui, mais en l'occurrence, c'est la ville qui propose.

M. JEANNE

La ville fait des propositions, mais c'est le territoire qui décide puisque c'est lui qui garantit.

M. MASSOT

Ce n'est pas tout à fait ce qui est écrit : c'est la ville qui proposait, en l'occurrence.

M. JEANNE

La ville propose et le territoire décide en CALEOL, avec l'ensemble des bailleurs.

M. MASSOT

Quelles sont les conditions imposées par le territoire pour que les trois choix qui sont proposés par la ville soient parfaitement transparents ?

M. JEANNE

Il faut que ce soit des personnes demandeuses de logements sociaux, qui soient enregistrées avec un numéro unique, qu'elles correspondent aux plafonds de revenus légaux. C'est exactement comme un bailleur qui propose à sa commission d'attribution trois noms et trois demandeurs pour l'attribution d'un logement.

M. MASSOT

Je retiens de votre prise de parole qu'il n'y a pas de conditions spécifiques de transparence sur ces désignations. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur MASSOT, vous commencez assez mal votre présence au Conseil de territoire. Qu'est-ce que cela signifie ? Je vous demande de développer.

M. MASSOT

Clairement, on pose des questions et vous apportez des réponses. Ma question est très simple : à partir du moment où c'est le territoire qui a le droit, pourquoi ce n'est pas le territoire qui fait les propositions de personnes ?

M. LE PRÉSIDENT

On vient de vous expliquer que la décision est prise par la CALEOL avec les bailleurs par le territoire. La proposition émane des communes. C'est d'ailleurs le système qui existe à ma connaissance dans tous les territoires, y compris ceux dirigés par certains de vos amis. Demandez-leur comment cela fonctionne, ainsi ils vous expliqueront puisque vous avez sans doute plus confiance dans un certain nombre de membres de votre famille politique qui gèrent les territoires et qui font exactement de même, plutôt que de vouloir jeter l'anathème sur quelque chose qui est d'un classicisme très grand dans le fonctionnement des territoires et des CALEOL du territoire. Je cherche à comprendre ce que vous voulez dire, pour voir ce qu'il y a d'insidieux dans votre interpellation.

M. MASSOT

J'ai juste posé des questions.

M. LE PRÉSIDENT

Nous avons entendu. Avez-vous quelque chose de plus à dire, une accusation à porter ?

M. MASSOT

Je n'ai porté aucune accusation, je pose des questions.

M. LE PRÉSIDENT

Vous avez évoqué un refus de transparence. Comment appelez-vous cela ?

M. MASSOT

Je n'ai pas dit cela.

M. LE PRÉSIDENT

Si, vous l'avez dit. Dans ce cas, reprécisez votre pensée, Monsieur MASSOT, s'il vous plaît, puisque nous avons mal compris.

M. MASSOT

J'ai posé la question de savoir pourquoi ce sont les collectivités qui peuvent proposer des personnes et pour quelle raison vous n'avez pas établi les règles de transparence permettant aux collectivités de proposer des gens sur votre propre contingent.

M. LE PRÉSIDENT

Que signifie « établir des règles de transparence » ?

M. MASSOT

Vous pouvez avoir des systèmes de points, des systèmes organisés ainsi. Il y a d'autres CALEOL qui sont organisées avec des systèmes de points.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous rappelle pour votre information que nous sommes le premier territoire à avoir créé la CIL dans ce département du Val-de-Marne alors que nous sommes un territoire de droite, comme on dit chez vous. Nous sommes les premiers à avoir fait une Conférence Intercommunale du Logement avec les services de la DRIL. D'autre part, on travaille actuellement avec eux pour un système de cotation. Nous sommes d'une transparence la plus

totale. Certains territoires, plus proches de vos idées, n'avaient pas du tout avancé sur ce sujet. Nous l'avons fait très volontairement, nous avons été très volontaristes sur le sujet. C'est pour cela qu'en matière de transparence, je vous propose de balayer devant votre porte et surtout avec vos amis dans d'autres territoires de ce département du Val-de-Marne.

Le préfet a d'ailleurs salué le travail qui a été fait par le territoire sur le sujet.

Est-ce que vous donnez acte de la présentation ?

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
PREND ACTE du bilan 2025 des commissions de désignation des candidats aux logements sociaux réservés au Territoire en contrepartie des garanties d'emprunt octroyées.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

18. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Approbation des conventions relatives aux subventions votées pour la réalisation et/ou la réhabilitation de logements locatifs sociaux sur le Territoire Paris Est Marne & Bois dans le cadre du BONI de liquidation de l'ex-OPH Saint-Maur-des-Fossés et autorisation de signature au Président

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Ce sera un vote pour une approbation des conventions relatives aux subventions qui ont été votées dans le cadre du BONI de l'OPH de Saint-Maur. Il y a plusieurs bailleurs, avec une convention pour chaque bailleur, avec le nombre de logements concernés et le nombre de réservations. Vous avez les éléments chiffrés pour chaque opération, y compris le fléchage quand les opérations ne sont pas directement à Saint-Maur, comme cela arrive parfois.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur

M. CAPRANI

Merci, bonsoir à tous. Nous ne comprenons pas la logique de cette délibération. Nous comprenons que le BONI de la liquidation de l'ex-OP de Saint-Maur servira à construire ou réhabiliter des logements sociaux sur tout le territoire et pas uniquement à Saint-Maur. Une scène stratégique de services aux citoyens du territoire aurait dû flécher toute la somme vers la commune la plus carencée en logements sociaux, celle qui paye la plus forte pénalité SRU du fait de son manque d'investissement en matière de logement social depuis des décennies, maintenant. Le territoire devrait donc investir là où les besoins sont les plus criants à Saint-Maur. Mais cet argent va aussi aller à d'autres communes qui ne sont pas en manque de logements sociaux, je cite Champigny.

Ces investissements vont profiter à des communes qui n'en avaient pas autant besoin qu'à Saint-Maur. Cette absence de fléchage des investissements ne répond pas aux citoyens qui recherchent des logements abordables dans la zone la plus carencée en logements sociaux, à Saint-Maur.

De plus, la délibération mentionne la convention de répartition du BONI de liquidation, mais n'en cite pas la date d'adoption. Sachant qu'il y a eu un premier rejet de la préfecture concernant cette convention. Comme quoi, il y a un vrai sujet. On aurait aimé que les nouveaux conseillers territoriaux puissent bénéficier de cette convention. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Je vais passer la parole à Laurent JEANNE. Concernant le fléchage, je vous rappelle qu'il n'y a pas que Saint-Maur, le territoire qui décident, il y a aussi l'État qui ne veut pas que l'on affecte la totalité du BONI sur Saint-Maur-des-Fossés. C'est un choix, nous devons faire une convention tripartite. L'État a demandé à ce que ce soit fléché sur un certain nombre d'autres communes. D'ailleurs, je sais que nous en avons déjà affecté une partie de mémoire sur une opération au Perreux et à Nogent. Monsieur JEANNE ?

M. JEANNE

Une précision. Le Président vient de le rappeler : le BONI ne peut pas être fléché pour une seule. Par ailleurs, il ne peut pas être fléché que pour de la construction, il doit aussi l'être pour de la réhabilitation. Je trouve qu'il est plutôt heureux que cela vienne sur le premier quartier en politique de la ville du territoire, en l'occurrence celui du Bois-l'Abbé. Sauf à être contre la solidarité, si vous n'êtes pas favorables à la solidarité, c'est intéressant, mais il faut le dire ici, parce que c'est ce que reflètent vos propos.

Je me félicite que justement, au sein du territoire, on développe une solidarité entre les communes et entre les quartiers, y compris entre des villes carencées et des villes qui ont près de 45 % de logements sociaux et des difficultés financières qui sont aussi très fortes à porter. Tout cela s'est fait bien évidemment avec l'approbation de l'État. Je crois que c'est plutôt à saluer. C'est ce qui a d'ailleurs été fait lors du déplacement du ministre ou du préfet sur ces sujets. Je crois qu'il faut quand même être un peu au clair. Ou alors, votre définition est de se dire « On reste sur 4 rue de la Varennes, entre nous. »

M. LE PRÉSIDENT

Je vous en prie.

M. CAPRANI

Bien évidemment, nous sommes pour la solidarité. Ceci étant dit, à Saint-Maur, il y a énormément de demandes de logements sociaux, car cette commune est carencée et l'amende SRU est importante. S'il y a une logique de territoire, il aurait fallu mettre avant tout cet argent. J'entends que l'État a indiqué qu'il fallait également investir dans d'autres communes. Ceci étant dit, on aurait aimé une plus forte proportion, également de réhabilitations de logements sociaux. Vous avez raison, c'est important. Mais à Saint-Maur, puisque les demandes et les besoins sont extrêmement importants. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Sachant que vous aurez remarqué que la répartition est très largement majoritaire, ce qui est bien normal, sur les crédits vers la ville de Saint-Maur, y compris avec l'accord de l'État d'une part. D'autre part, vous aurez sans doute observé qu'à chaque conseil de territoire, il y a des octrois de garanties d'emprunt pour des opérations de construction de logements sociaux sur la ville de Saint-Maur-des-Fossés. C'est d'ailleurs celle qui fait le plus gros effort en la matière au niveau du territoire.

M. CAPRANI

On ne manque d'ailleurs pas de les voter.

M. LE PRÉSIDENT

Je n'ai aucun doute là-dessus, compte tenu de votre prise de position et c'est heureux. Je vous en prie ?

M. SESTER

Je viens de Vincennes et je suis quand même très surpris de vos propos, lorsque vous dites que c'est l'État qui impose que le BONI soit distribué à tout le territoire. Parce qu'à Vincennes, nous avons également un BONI HLM qui apparemment, était dans les mêmes ordres de grandeur. Cependant à Vincennes, le BONI n'est fléché que sur Vincennes, qui est effectivement carencée. Le BONI va intégralement à la réalisation de logements sociaux à Vincennes. D'où mon étonnement quant à cette délibération.

M. LE PRÉSIDENT

Si vous avez un doute quant à mes propos, vous interrogerez le préfet et la DRIL et vous verrez ce qu'ils vous répondent. Monsieur LEGER ?

M. LEGER

Bonsoir à tous. Bien entendu, nous sommes du côté de la solidarité et nous aimerions que celle de nos territoires et de nos collectivités s'applique depuis bien plus longtemps. J'espère que dans les futures discussions que nous aurons autour des budgets, nous ferons des choix très solidaires qui permettront d'aller plus loin pour résoudre cette crise du logement.

En attendant, si vous vouliez bien nous répondre sur les raisons pour lesquelles l'État argumente. Nous ne sommes pas en train de mettre votre parole en doute, au contraire nous essayons d'obtenir un peu d'explications politiques sur la raison pour laquelle visiblement, ils n'appliquent pas la même politique à Vincennes ou à Saint-Maur. La question du collègue semblait pertinente, de ce point de vue-là. Mais ce ne sera pas au nom d'un refus de solidarité que l'on s'interroge sur cette délibération.

M. LE PRÉSIDENT

Le mieux pour savoir pourquoi cela n'a pas été le cas à Vincennes, ce serait d'interroger la préfecture. Cela peut être aussi un problème de calendrier. Je vous en prie ?

M. GUILLARD

Effectivement, c'est un problème de calendrier. Lorsque le BONI de liquidation a été décidé pour Vincennes, le maître d'ouvrage était la collectivité de rattachement. Ensuite, il y a eu la loi ELAN et c'est le territoire qui est devenu la communauté de rattachement, avec effectivement de longues négociations de l'État au niveau national, avec la Direction de l'urbanisme, la DRIL et le préfet ainsi que l'EPT pour discuter de l'affectation de cette convention du BONI de liquidation.

M. LE PRÉSIDENT

Merci pour cette précision. C'est bien ce qu'il me semblait : c'est une histoire de calendrier. Concernant le fait que les services de l'État aient choisi de ne pas tout affecter à la ville de Saint-Maur, c'est très simple : la DRIL a des opérations à porter et à subventionner dans un certain nombre de villes et de territoires. Quand on lui dit qu'il y a un joli pactole, elle essaye de l'utiliser autant que faire se peut. Il a fallu plutôt d'ailleurs se défendre pour qu'une large majorité des crédits de ce BONI de liquidation soit affectée sur Saint-Maur.

Je mets aux voix. Il y a une abstention (1) et des votes contre (2).

Point approuvé à la majorité *(3 abstentions : Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Fabrice CAPRANI et Julien LEGER) et (2 contre : Frédéric MASSOT et Olivier SESTER)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE les conventions relatives aux subventions votées dans le cadre de la convention du boni de liquidation de l'ex OPH de Saint-Maur-Des-Fossés dont une copie est annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :
AUTORISE le Président de Paris Est Marne & Bois ou son représentant à signer tous les documents s'y rapportant

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

19. LOGEMENT, HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE – Approbation d'une subvention d'une convention d'objectifs et de moyens pour 2026 entre Paris Est Marne & Bois et SOLIHA Vincennes pour l'amélioration de l'habitat sur Vincennes et les communes limitrophes et autorisation de signature au Président

M. LE PRÉSIDENT

Laurent JEANNE

M. JEANNE

Il s'agit de l'approbation d'une subvention pour SOLIHA Vincennes, pour une mission de 42 500 euros qui vise à travailler sur l'amélioration de l'habitat. On le voit en ce moment au regard des conditions que nous avons connues au cours des derniers jours, du travail qu'il reste encore à faire sur l'habitat et en particulier sur l'habitat dégradé. C'est l'objet de cette convention avec cette association à but non lucratif.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE une subvention de 42 500 € à Soliha Vincennes pour l'exercice 2026,

ARTICLE 2 :
APPROUVE le projet de convention d'objectifs et de moyens entre l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois et SOLIHA Vincennes, dont une copie de demeurera annexée à la présente délibération,

ARTICLE 3 :
AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention,

ARTICLE 4 :
PRECISE que la dépense correspondante sera imputée sur un crédit ouvert au budget de l'exercice 2026.

ARTICLE 5 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de !'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

20. CULTURE – Définition de l'intérêt territorial de Paris Est Marne & Bois sur la compétence construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs : Nouveau transfert.

– Transfert du studio d'enregistrement de Saint-Mandé à Paris Est Marne & Bois

– Approbation de la convention entre la commune de Saint-Mandé et Paris Est Marne & Bois pour l'exploitation du studio d'enregistrement

– Approbation du règlement intérieur du studio d'enregistrement

– Fixation des tarifs

M. LE PRÉSIDENT

Je passe la parole à Romain MARIA.

M. MARIA

Merci, Monsieur le Président. Il s'agit en effet pour la ville de Saint-Mandé, qui a exprimé le souhait de transférer à notre intercommunalité son studio d'enregistrement ainsi que l'agent chargé de son fonctionnement situé dans l'annexe du Conservatoire de musique municipal au 4 rue Paul Bert à compter du 1er septembre prochain. Cet équipement complètera l'offre de studio que nous avons déjà à Saint-Maurice et à Vincennes. Des échanges réguliers entre ces trois équipements seront réalisés pour optimiser les interactions et le service rendu au public. Il s'avère donc nécessaire d'approuver une convention entre la ville de Saint-Mandé et Paris Est Marne & Bois ainsi d'y rattacher un règlement intérieur et de fixer les tarifs pour cet équipement. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur

M. SESTER

J'avais une question : ce studio aurait ouvert il y a 2 ou 3 ans. Je suis clairement favorable à la mutualisation des équipements sur tout le territoire, il n'y a pas de souci. Simplement, pour quelle raison, alors qu'il a été ouvert récemment, c'est seulement maintenant que la gestion de ce studio est transférée au territoire ? Au niveau maillage territorial, on a un peu l'impression que les studios d'enregistrement sont à l'ouest du territoire. Est-ce que si à l'avenir, il y a de nouveaux équipements, il serait possible de mieux les dispatcher sur le territoire ?

M. MARIA

Il a fallu un peu de temps pour que le studio soit mis en place et qu'il soit équipé. Il n'a donc pas été fonctionnel dès qu'il a été livré, il n'a pas ouvert dès le début. Cela ne fait que quelques mois qu'il est opérationnel. C'est un travail que l'on mène depuis plusieurs mois avec le territoire, pour amener à ce transfert.

Pourquoi est-il situé à cet endroit du territoire ? Parce que je vous rappelle que Saint-Mandé, Charenton ou Saint-Maurice sont les portes d'entrée du territoire quand on vient de Paris, elles sont très bien desservies. Il me semblait logique que dans cette idée de maillage territorial et d'offre culturelle pour nos habitants, on ait des lieux stratégiques comme le sont nos communes.

M. LE PRÉSIDENT

On m'a posé une question très pratico-pratique : est-ce que les tarifs de location présentés incluent la mise à disposition de l'ingénieur son ou du régisseur ?

M. MARIA

Ceci est prévu, il s'agit d'une prestation complète.

M. SEMO

En tant que maire de Saint-Maurice, je pratique un peu le studio, non pas pour enregistrer, mais je peux vous dire que c'est absolument incontournable. Il n'y a jamais de mise à disposition du studio sans la présence de l'ingénieur son, qui est le garant du bon usage du matériel et qui est très compétent, qui accompagne les porteurs de projets.

J'en profite pour dire que ces studios, même s'ils sont localisés dans telle ou telle commune, sont ceux du territoire. On est tous invités à les faire connaître et à en faire profiter la population. Il y a quand même encore beaucoup de gens qui en ignorent l'existence.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
DECLARE d'intérêt territorial et acte de fait, à partir du 1er septembre 2026, le transfert à Paris Est Marne & Bois du studio d'enregistrement de Saint Mandé et l'agent chargé de son fonctionnement, sis 4 rue Paul Bert, au titre de la compétence équipement culturels, socio-culturels, socio-éducatifs et sportifs.

ARTICLE 2 :
APPROUVE la convention entre la commune de Saint Mandé et Paris Est Marne & Bois pour l'exploitation du studio d'enregistrement.

ARTICLE 3 :
APPROUVE le règlement intérieur du studio intercommunal d'enregistrement de Saint Mandé à compter du 1er septembre 2026, dont une copie est annexée à la présente délibération.

ARTICLE 4 :
FIXE les tarifs du studio intercommunal d'enregistrement de Saint Mandé à compter du 1er septembre 2026 comme indiqué dans l'annexe de la présente délibération.

ARTICLE 5 :
AUTORISE le Président à signer tout document se rapportant à cette délibération, (l'immatriculation à la TVA de la régie, déclarations périodiques de TVA, convention de mise à disposition du studio d'enregistrement...).

ARTICLE 6 :
PRECISE que les dépenses et les recettes afférentes à l'exploitation du studio d'enregistrement feront l'objet d'un assujettissement à la TVA au sein du budget principal de Paris Est Marne & Bois de chaque exercice et autorise le Président à effectuer les télé-déclarations périodiques de TVA à compter du démarrage de l'activité de ce studio d'enregistrement.

ARTICLE 7 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

21. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – Approbation d'une convention de partenariat entre Paris Est Marne & Bois et l'association Faune Alfort

M. LE PRÉSIDENT

On en vient à l'approbation d'une convention entre Paris Est Marne & Bois et l'association Faune Alfort, qui nous alerte sur le fait qu'aujourd'hui, ils sont débordés pour l'accueil d'animaux. Ils ont besoin de soutien. Cela tombe bien que l'on vote la subvention aujourd'hui. Je passe la parole à Sylvain DROUVILLE.

M. DROUVILLE

Merci, Monsieur le Président. Effectivement, ce partenariat est utile et il s'inscrit directement dans notre stratégie d'adaptation au changement climatique et à notre démarche de santé environnementale. Il répond concrètement aux objectifs de notre Plan climat air énergie territorial, notamment sur l'axe visant à reconnecter l'Homme et la nature. Cette association Faune Alfort que certains connaissent manifestement déjà est un acteur important de notre territoire et notamment sur la ville de Maisons-Alfort et gère l'unique structure de soins pour la faune sauvage francilienne. Ce partenariat permettra de bénéficier d'un service de prise en charge pour les animaux sauvages blessés trouvés sur notre territoire ainsi que des actions de sensibilisation à l'égard de nos populations.

En contrepartie, Paris Est Marne & Bois s'engage à verser une subvention annuelle de 15 000 euros sur la durée de 3 ans de ce partenariat. Je vous remercie.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE la convention de partenariat avec l'association Faune Alfort pour une durée de 3 ans.

ARTICLE 2 :
AUTORISE le Président de Paris Est Marne & Bois à signer ladite convention.

ARTICLE 3 :
DIT que le montant annuel de la subvention s'élève à 15 000 euros.

ARTICLE 4 :
PRECISE que les crédits correspondants sont inscrits au Budget Principal des exercices concernés.

ARTICLE 5 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

22. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – Attribution d'une subvention à l'association « Le Rameau »

M. LE PRÉSIDENT

Je passe la parole à Julien WEIL pour trois propositions de subventions.

M. WEIL

Merci, Monsieur le Président. La première concerne, dans le cadre du développement économique bien sûr, la subvention à l'association « Le Rameau », à qui nous proposons d'accorder 4 000 euros.

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur, je vous en prie ?

M. CAPRANI

Merci. Je précise que cette délibération n'a pas été présentée en commission. Je m'interroge, car le libellé est « Environnement et transition écologique. » Cependant, quand je suis allé sur le site de l'association, à aucun moment le mot « transition écologique » ou « environnement » ne figure, mais il y a certainement une raison à cela, à laquelle vous allez me répondre. Étant donné que nous n'avons pas pu poser de questions en commissions, j'aurais aimé connaître les documents qui ont été créés par cette association pour le territoire, ou ayant aidé le territoire, en tout cas, toutes les actions que cette association aurait pu faire pour aider le territoire.

On voulait également avoir une explication sur le caractère exceptionnel de cette subvention. Est-ce qu'il y a un projet derrière particulier ? Si c'est le cas, on aurait aimé avoir des précisions sur ce projet, du fait du caractère exceptionnel de la subvention. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Juste une question, Monsieur : vous êtes membre de quelle commission ?

M. CAPRANI

Environnement et transition écologique.

M. LE PRÉSIDENT

C'est en développement économique que le rapport a été présenté.

M. WEIL

Il y a donc une erreur sur l'ordre du jour.

M. LE PRÉSIDENT

Nous n'avons qu'un DGA sur l'environnement, la transition écologique et le développement. Ceci a été présenté en commission développement économique.

M. WEIL

D'accord. Je ne blâme personne, mais j'aurais aimé avoir des réponses.

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur Gicquel

M. GICQUEL

L'association « Le Rameau » est bien connue de la ville de Charenton, comme elle l'est du reste de la ville de Saint-Maurice puisqu'elle a été constituée au moment de la création de la communauté de communes, qui remonte aux années 2000 en l'occurrence. Cette association avait pour objectif de rapprocher les territoires – en l'occurrence les communes ou les intercommunalités – et le tissu associatif ainsi que les entreprises. Depuis, elle a prospéré puisque partant de l'association du Rameau, elle a créé un certain nombre de satellites, dont la constitution de la Fondation des territoires. Dans le cadre de la création de l'EPT en 2016, il était tout à fait légitime qu'elle rejoigne la sphère territoriale en l'occurrence, ces clubs ou ces associations liées aux entreprises et aux localités, aux communes. De ce fait, elle agit désormais pour le compte, ou en tout cas dans la sphère territoriale de Paris Est Marne & Bois.

Elle est en relation avec de multiples chefs d'entreprises. Je crois qu'elle intervient tout particulièrement avec efficacité et efficience dans le domaine du développement économique, certes, mais aussi de l'économie sociale et solidaire, qui est un autre sujet sur lequel elle est amenée à intervenir.

Voici les précisions que je pouvais apporter sur l'historique que nous avons sur le territoire de Charenton, que nous avions initialement au sein de la communauté de communes en particulier.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur

M. CAPRANI

Est-ce que vous pouvez nous citer une action de cette association qui relève du domaine que vous avez cité, s'il vous plaît ?

M. LE PRÉSIDENT

On vous transmettra. Vraiment, je n'ai jamais connu ce sentiment d'avoir de la suspicion permanente de la part des conseillers territoriaux.

M. LEGER

C'est une demande d'information, Monsieur. Ce n'est pas de la suspicion.

M. LE PRÉSIDENT

Oui, bien sûr. On vous apporte des éléments d'information, on vous donne les réponses, vous allez toujours nous demander plus loin. Ce que je vous propose, c'est de vous envoyer un rapport d'activités ou du moins, une note sur l'activité de l'association. Ainsi, vous aurez tous les éléments.

M. LEGER

Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Voilà, on va faire comme ça.

Je mets aux voix. Il y a des abstentions (X) et aucun vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(10 abstentions : Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Quentin BERNIER GRAVAT représenté par Fabienne BOUE LELU, Fabienne BOUE LELU, Fabrice CAPRANI, Delphine FENASSE, Yacine KHEDIM, Nassim LACHELACHE, Julien LEGER, Anne-Marie MAFFRE et Cécile PANASSAC)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE une subvention exceptionnelle à l'association Le Rameau d'un montant de quatre mille euros (4000 €)

ARTICLE 2 :
PRECISE que la dépense correspondante sera imputée sur un crédit ouvert au budget de l'exercice 2026.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Territoire Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

23. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – Attribution d'une subvention à l'association « Réseau Entreprendre »

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons à l'attribution d'une subvention à l'association « Réseau Entreprendre ». Je repasse la parole à Julien WEIL.

M. WEIL

Merci, Monsieur le Président. Il s'agit d'une subvention de 7 500 euros pour cette association avec laquelle nous sommes habitués naturellement à travailler.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous en prie ?

M. CAPRANI

Merci. Ce sont des questions un peu identiques aux précédentes. Le soutien financier accordé aux entreprises pour le maintien de l'emploi sur le territoire, c'est ce qui est indiqué sur le site de cette association. On aurait aimé savoir en quoi cette association a permis de maintenir des emplois sur le territoire. Sur le site, on ne voit aucune trace des actions que cette association aurait pu faire sur le territoire en direction des entreprises. Pouvez-vous nous donner des exemples concrets d'actions ? Tout à l'heure, vous m'avez proposé le rapport. On l'aimerait bien, également.

Je pose la même question que précédemment, à laquelle vous n'avez pas répondu. Vous parlez de subvention exceptionnelle. Est-ce qu'elle est associée à un projet ? Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Pour les questions 22, 23 et j'imagine 24, je vais anticiper sur vos demandes : on vous adressera les éléments d'information concernant l'activité de ces associations et de ces clubs d'entrepreneurs. Ainsi, vous aurez tous les éléments. J'anticipe, cela ira plus vite.

Monsieur LEGER ?

M. LEGER

Je suis désolé que l'on doive prendre un temps dans ce conseil, mais le collègue vous signale qu'il fait partie d'une commission dans laquelle il n'y a pas eu les informations et le rapport de détaillés. Le collègue vous pose des questions en séance et vous interprétez cela comme de la suspicion. Sa question était assez neutre. Vous vous permettez un commentaire ensuite pour conclure votre intervention sur notre vote pour dire qu'en conséquence de cette abstention qui était liée au fait qu'on n'avait pas l'ensemble des informations, vous dites « Vous voyez, on voit bien qui compte le développement économique. » Vous avez dit dans votre propos que vous souhaitiez une instance où l'on évitait la politique politicienne, mais plutôt le consensus. On se l'applique à tous.

M. LE PRÉSIDENT

On va l'appliquer.

M. LEGER

Je vous remercie. Quand on aura des échanges politiques où on ne sera pas d'accord, parce que malgré tout, le fait que ce soit une instance, certes on cherche un certain consensus pour l'intérêt du territoire, on le partage. En même temps, on est tous élus sur des orientations, on représente tous des électeurs donc on ne sera pas toujours d'accord. Merci à vous.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous rappelle que j'ai indiqué à votre collègue qu'il s'étonnait de ne pas l'avoir vu en commission. Je lui ai rappelé qu'il n'était pas membre de la commission où le rapport a été présenté. C'est d'un classicisme total dans une instance de délibérations. Les dossiers ne passent pas tous dans toutes les commissions, ils passent en commission de développement économique. Pour des clubs d'entreprises, cela me paraît assez logique et cohérent.

Ensuite, on lui apporte des éléments d'information. Il a le droit de demander des compléments, mais systématiquement depuis le début de ce conseil de territoire, quand on vous apporte des éléments d'information, vous les mettez en cause, vous les mettez en doute. Je ne parle pas de vous nécessairement, Monsieur LEGER, mais des personnes auxquelles j'ai répondu.

Effectivement, nous souhaiterions plutôt avoir de la cohésion au sein du conseil de territoire. Mais si l'objectif, comme depuis le début de cette réunion, est de politiser les choses, on va politiser les choses, il n'y a pas de problème, Monsieur LEGER. J'invite plutôt à avoir une instance ici où on est une coopérative de communes, comme ceci a toujours été le cas jusqu'à maintenant.

Voilà ce que je veux vous dire. Ceci va sans doute apaiser vos craintes.

Je mets aux voix. Il y a des abstentions (X) et aucun vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(7 abstentions : Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Quentin BERNIER GRAVAT représenté par Fabienne BOUE LELU, Fabienne BOUE LELU, Fabrice CAPRANI, Delphine FENASSE, Nassim LACHELACHE, Julien LEGER)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE une subvention exceptionnelle à l'association Réseau Entreprendre d'un montant de sept mille cinq cents euros (7 500 €),

ARTICLE 2 :
PRECISE que la dépense correspondante sera imputée sur un crédit ouvert au budget de l'exercice 2026.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Territoire Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

24. ENVIRONNEMENT ET TRANSITION ÉCOLOGIQUE – Attribution d'une subvention à l'association « Club des Entrepreneurs Vincennois »

M. LE PRÉSIDENT

Nous avons la même question concernant le Club des Entrepreneurs Vincennois. Julien ?

M. WEIL

C'est une subvention de 7 216 euros pour ce club bien connu de notre département.

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur MASSOT

M. MASSOT

Monsieur le Président, mes chers collègues, pour continuer avec mes bons débuts et comme vous avez eu la délicatesse de le faire remarquer, je suis un jeune conseiller territorial.

M. LE PRÉSIDENT

C'est une qualité. Cela ne dure pas.

M. MASSOT

Merci. Je m'en suis rendu compte, ne vous inquiétez pas. Je me suis posé une question : où est-ce qu'on prend un dossier pour demander une subvention ? Comment on fait ?

M. LE PRÉSIDENT

Pour une subvention du conseil de territoire ?

M. MASSOT

Concrètement. Je connais plein d'associations qui ont un rayonnement territorial.

M. LE PRÉSIDENT

Vous écrivez au territoire.

M. MASSOT

Il n'y a pas de dossier ?

M. LE PRÉSIDENT

Si, il y a un dossier à remplir.

M. MASSOT

Donc on écrit au territoire pour obtenir un dossier ?

M. LE PRÉSIDENT

Bien sûr.

M. MASSOT

On ne peut pas le mettre directement en accès sur le site ? Quelles sont les règles qui font qu'entre le dossier que l'on va déposer… quelle est la commission interne au territoire qui va décider des associations qui sont subventionnées ? Cela marche comment ?

M. LE PRÉSIDENT

On vous le présentera en commission de développement économique. Je ne sais pas dans quelle commission vous siégez, de votre côté.

M. MASSOT

Ce n'est pas celle-là.

M. LE PRÉSIDENT

Il y en a d'autres qui siègent et les élus auront à examiner les rapports et décideront s'ils acceptent ce type de subvention, et le conseil de territoire en sera saisi.

M. MASSOT

Donc toutes les associations qui vous demandent, cela passe en commission ?

M. LE PRÉSIDENT

Non, pas nécessairement. Il faut qu'elles répondent déjà à certains critères, l'objet, etc. C'est bien naturel.

M. MASSOT

Comme on ne connaît pas les critères et qu'il faut simplement vous écrire en disant « Je veux un dossier », je me renseignais.

M. LE PRÉSIDENT

Vous poserez la question et on vous apportera les éléments de réponse. Mais je ne comprends pas l'objet de votre démarche, depuis tout à l'heure.

M. MASSOT

Je pose une question ouverte.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous ai expliqué donc vous écrivez au Territoire et quand une association demande une subvention, le mieux d'ailleurs est de passer par le biais de la commune, dans la mesure du possible, c'est un premier filtre. Puisque comme je vous le disais tout à l'heure, on est une coopérative de communes. Ensuite, si les maires portent au bureau des maires la proposition de subvention, elle est examinée et ensuite, on saisit la commission de développement économique si c'est une subvention concernant les clubs d'entrepreneurs, si c'est une association qui a trait à l'environnement, à la commission environnement, etc. C'est assez classique. Ensuite, si c'est accepté, vous l'aurez en Conseil de territoire et on l'examinera.

M. MASSOT

Je vous remercie de ces précisions.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous en prie. Monsieur

M. CAPRANI

Merci. Je me posais la question : pourquoi verser une subvention à une association qui revendique son refus de recevoir des subventions, de l'argent public comme elle l'indique en première page de son site internet ? N'aurait-il pas été plus légitime, au vu des canicules éprouvantes que subissent nos concitoyens sur notre territoire, d'utiliser cet argent à la mise en place de la gratuité pour l'accès aux zones de baignade du territoire ? Ou tout du moins, pour mettre en place une tarification sociale qui n'existe pas encore. Mais du fait que cette association revendique de ne pas réclamer d'argent public et de ne pas en vouloir, je demande le retrait de la délibération. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

C'est bien noté, c'est refusé.

On veut bien tout entendre, mais le mélange entre l'histoire de la subvention à une association de développement économique, la gratuité sur la zone de baignade, heureusement d'ailleurs que le territoire a fait des zones de baignade, parce qu'on attend encore que les territoires de gauche dans ce département se mobilisent, s'activent et prennent la responsabilité d'ouvrir des zones de baignade pour la population.

Il n'y a pas de question de tarification, il n'y en a pas. Au moins, il n'y a pas de problème de gratuité ou de semi-gratuité, ou de tarif collectif. Cela n'existe pas et pour cause, ils n'en prennent pas la responsabilité. Donc les leçons de morale venant de votre part, il y a quand même un moment où il faudrait vous adresser aux bons interlocuteurs concernant les zones de baignade. En tout cas, nous avons pris nos responsabilités et les communes du territoire ont pris les leurs, que ce soit Saint-Maur ou Champigny. Parce que jusqu'à preuve du contraire, il n'y a qu'un seul territoire où il y a des zones de baignade dans ce département : c'est l'EPT 10. C'est tout de même étonnant.

Si vous vous intéressez tellement à la capacité donnée aux gens de pouvoir se rafraîchir dans les eaux de la rivière, des rivières et du fleuve, je vous invite vraiment à prendre contact avec Laurent CATALA et avec votre collègue de l'EPT 12 pour qu'ils ouvrent des zones de baignade.

M. CAPRANI

Je ne comprends pas votre propos, Monsieur.

M. LE PRÉSIDENT

Si, puisque vous êtes venu sur la gratuité.

M. CAPRANI

J'habite à Saint-Maur, je suis sur EPT 10. C'est donc sur ce territoire que je veux faire avancer les choses. Vous n'avez pas mis en place de tarification sociale. À 3 euros, il y a beaucoup de familles qui ne peuvent pas y aller.

Je redis encore une fois : cette association, le Club des Entrepreneurs Vincennois, refuse l'argent public. Pour reprendre vos propos, en disant que ce n'est pas sur le dos du contribuable, en l'occurrence c'est sur le dos du contribuable qu'on va donner de l'argent à une association qui le refuse. Utilisons mieux cet argent. C'était mon propos, merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Madame, je vous en prie ?

Mme ABCHICHE

Je voudrais apporter une précision sur les tarifications. À Saint-Maur et à Champigny, la baignade en Marne est gratuite. À Joinville et Maisons-Alfort, le tarif est de 3 euros par personne et il y a une tarification pour les familles.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à la majorité *(7 contre : Caroline ADOMO représentée par Julien LEGER, Quentin BERNIER GRAVAT représenté par Fabienne BOUE LELU, Fabienne BOUE LELU, Fabrice CAPRANI, Delphine FENASSE, Nassim LACHELACHE, Julien LEGER)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ACCORDE une subvention exceptionnelle à l'association Le Club des Entrepreneurs Vincennois d'un montant de sept mille deux cents seize euros (7 216 €)

ARTICLE 2 :
PRECISE que la dépense correspondante sera imputée sur un crédit ouvert au budget de l'exercice 2026.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Territoire Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

25. ASSAINISSEMENT – Approbation de la convention de mise à disposition à titre gracieux de matériel OMNYGIM

M. LE PRÉSIDENT

Ce point concerne l'approbation de la convention de mise à disposition à titre gracieux de matériel OMNYGIM. Monsieur MARIA

M. MARIA

Merci, Monsieur le Président. En effet, il s'agit de passer une convention avec la société We Training qui souhaite mettre à disposition gratuitement auprès de la ville de Nogent-sur-Marne 6 machines de musculation de manière temporaire sur la Promenade Yvette Horner. Cette convention de voirie ayant été transférée à l'intercommunalité Paris Est Marne & Bois. C'est pour cela que nous sommes concernés. Il est proposé que ce soit à titre temporaire, du 30 juin au 1er septembre 2026.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE la convention de prêt à titre gratuit et temporaire de 6 machines de musculation du 30 juin au 1er septembre 2026.

ARTICLE 2 :
DIT que la collectivité assurera la conservation du matériel prêté pendant toute la durée de sa mise à disposition et le restituera à l'issue du prêt dans les conditions prévues par la convention.

ARTICLE 3 :
AUTORISE le Président à signer la convention de prêt ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

26. RESSOURCES HUMAINES – Modification du tableau des effectifs

M. LE PRÉSIDENT

Nous en revenons maintenant aux questions de ressources humaines, avec la modification du tableau des effectifs. Je passe la parole à Monsieur SEMO.

M. SEMO

Il est à noter une transformation de poste suite à changement de grade : une transformation de poste suite à un départ en retraite et une transformation de poste suite à une promotion interne.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE le tableau des effectifs de l'EPT Paris Est Marne & Bois ci-annexé.

ARTICLE 2 :
DIT que les dépenses correspondantes seront imputées au chapitre 012 du budget principal de l'EPT.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

27. RESSOURCES HUMAINES – Avis sur le Rapport Social Unique (RSU) 2024 du Territoire Paris Est Marne & Bois

M. LE PRÉSIDENT

Passons à l'avis sur le Rapport Social Unique du Territoire. Monsieur SEMO

M. SEMO

De manière analogue à ce que vous avez dans vos propres communes, ce Rapport Social Unique regroupe une dizaine de thématiques portant sur le premier emploi, le recrutement, les parcours professionnels, le dialogue social, les accidents du travail, la formation, etc., avec des indicateurs spécifiques permettant la comparaison des situations homme-femme parmi nos agents et la prise en compte des handicaps.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Madame

Mme MAFFRE BOUCLET

Bonsoir Monsieur le Président, chers collègues. J'avais précisément des questions sur le registre de l'emploi des personnes en situation de handicap. Personne n'ignore l'obligation qui est faite aux collectivités d'observer le taux de 6 %. Notre collectivité rassemble 394 agents. Je voulais avoir des éclairages sur peut-être les contraintes que vous rencontrez ou à l'inverse, le dispositif que vous entendez développer pour favoriser un meilleur taux d'emploi des personnes en situation de handicap.

Un autre point. Sur la dernière ligne financière, je n'ai pas tout à fait compris, c'est une explication de texte, les dépenses réalisées couvrant partiellement l'obligation d'emploi. Je n'ai pas compris la somme qui est affichée, si c'est 271,25 euros. Ce serait juste une clarification au niveau de la formulation, merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci. Monsieur SEMO

M. SEMO

Concernant la question du handicap, effectivement c'est un objectif pour Paris Est Marne & Bois que d'améliorer et de renforcer notre capacité à accueillir des agents du territoire présentant différentes formes de handicap, je le rappelle. Simplement, vu la nature de la plupart des actions que nous menons, et je pense notamment puisque j'ai évoqué les 80 % d'agents de catégorie C qui sont sur le terrain, c'est plus difficile. D'ailleurs, dans vos communes je pense respectives, vous le voyez. Souvent, les personnes porteuses d'un handicap sont dans des fonctions plus administratives ou des fonctions d'accueil, mais pas seulement, mais plutôt dans des bureaux. Comme il s'agit de beaucoup d'agents qui sont sur le terrain avec des obligations je dirais de capacité physique, cela rend les choses très compliquées, voire impossibles. Néanmoins, prenons date et essayons d'améliorer les choses puisque c'est rétroactif. Essayons d'aller dans cette direction.

Quant à la seconde question, je ne sais pas où figure ce chiffre.

Mme MAFFRE BOUCLET

Dans le pavé handicap, sur la présentation de la synthèse du rapport DSU.

M. SEMO

Je pense que c'est le montant de ce qui est consacré au paiement des agents en situation de handicap.

M. LE PRÉSIDENT

La question de la collègue concernait le montant exact.

M. SEMO

Le montant est de 271 000 euros. Il y a une petite faute de frappe.

Mme MAFFRE BOUCLET

C'est ce que la collectivité paye pour les aménagements de postes, ou comme « amende » ?

M. SEMO

Oui, c'est bien ça. Cela concerne les aménagements de postes.

M. LE PRÉSIDENT

C'est un dont acte. Nous avons eu l'avis favorable unanime du CST.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
EMET un avis favorable au Rapport Social Unique 2024 du Territoire Paris Est Marne & Bois

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement ParisEstMarne&Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

28. RESSOURCES HUMAINES – Index de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes 2024

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons à l'index de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes 2024. Monsieur SEMO

M. SEMO

Ce sont des obligations qui résultent de textes assez récents, la loi du 19 juillet 2023, des décrets d'application. C'est une obligation qui prend en compte plusieurs indicateurs, notamment l'écart global de rémunération entre les agents hommes et femmes pour les fonctionnaires. Concernant la deuxième catégorie, cet écart global de rémunération pour les agents contractuels, puis l'écart de taux d'avancement de grade et le nombre d'agents publics du sexe considéré comme sous-représenté parmi les 10 agents publics de la collectivité ayant perçu les plus hautes rémunérations.

Dans le rapport, vous avez le détail pour chacune de ces catégories. Il y en a une qui ne s'appliquait pas sur cet exercice 2024 : l'écart de taux de promotion de grade. Autrement, vous avez le détail pour les trois autres rubriques. Ce qui nous donne un indicateur de 82 sur 100. Je rappelle que l'obligation légale est de faire mieux que 75 %. Si la collectivité fait moins, elle doit s'engager à présenter un plan d'action pour améliorer son index égalité.

Une fois que j'ai dit cela, 82 % évidemment c'est un outil qui permet de se positionner et d'entreprendre des actions pour améliorer. L'objectif est de gagner un point chaque année, ou presque, pour progresser et passer de 82 à 83, 84 %.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

M. SEMO

Concernant l'égalité, je participe à un groupe de travail mis en place par le ministère de la Fonction publique pour l'élaboration d'un nouvel accord avec les organisations syndicales, les associations d'élus, la fonction publique hospitalière également, un nouvel accord sur l'égalité professionnelle, qui sera rendu public en septembre.

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
PREND ACTE de l'index de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes 2024.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

29. RESSOURCES HUMAINES – Remboursement aux Élus des frais de garde et d'assistance

M. LE PRÉSIDENT

J'en viens au sujet du remboursement aux élus des frais de garde et d'assistance. Monsieur SEMO

M. SEMO

C'est une mesure qui va dans le sens de l'égalité de traitement cette fois-ci des conseillers. Puisque lorsqu'il y a nécessité d'organiser une garde d'enfant pour assister comme ce soir à un conseil de territoire, il y a une aide qui est mise en place. Cela peut être pour garder un enfant, mais aussi une personne âgée dépendante, une personne handicapée ou une personne ayant besoin d'une aide personnelle au domicile.

Les conditions sont précisées, aussi bien les circonstances dans lesquelles on peut demander cette aide que le plafond légal. Je trouve que c'est une mesure vraiment très intéressante pour faciliter l'exercice de votre mandat.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
Prise en charge des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile
Les membres du conseil de territoire bénéficient d'un remboursement des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou ayant besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de :

- Leur participation aux séances plénières du conseil de territoire ;
- Leur participation aux réunions de commissions dont ils sont membres et instituées par une délibération du conseil municipal ;
- Leur participation aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où ils ont été désignés pour représenter le Territoire ;

Les frais de garde susvisés sont pris en charge, sur présentation d'un état des frais, à hauteur de 12.31 €, par heure. (SMIC horaire)
Afin de permettre au Territoire d'exercer un contrôle, notamment de vérifier que la somme de toutes les aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôt dont l'élu bénéficie par

ailleurs, ainsi que du remboursement de la commune, n'excède pas le montant de la prestation effectuée, l'élu devra justifier par le biais de pièces justificatives :

- ✓ Justificatif à fournir : livret de famille, jugement de garde, certificat médical pour les personnes en situation de handicap, âgées ou ayant besoin d'une aide personnelle.
- ✓ Justificatif de paiement de la garde des personnes concernées aux jours et heures de la réunion.
- ✓ Justificatif du caractère régulier et déclaré des personnes physiques ou morales intervenant.
- ✓ Déclaration sur l'honneur du caractère subsidiaire du remboursement : son montant ne peut excéder le reste à charge réel, déduction faite de toutes aides financières et de tout crédit ou réduction d'impôts dont l'élu bénéficie par ailleurs.

ARTICLE 2 :
Crédits budgétaires
Les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

30. RESSOURCES HUMAINES – Mise en œuvre de la réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale issue des décrets n° 2026-483 à n° 2026-487 du 10 juin 2026

M. LE PRÉSIDENT

Nous poursuivons sur la mise en œuvre de la réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale.

M. SEMO

On est en temps réel, puisque le décret date du 10 juin 2026. Il s'applique au 1er juillet. C'est une façon de montrer que parfois, ou assez souvent, l'administration de l'État ne prend pas suffisamment en compte les délais d'adaptation des collectivités pour une nouvelle règlementation. Cela concerne l'évolution du statut des administrateurs territoriaux, la refonte du régime des emplois administratifs de direction, la rénovation du régime indemnitaire des emplois supérieurs.

Nous devons prendre acte de l'entrée en vigueur immédiate de cette réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale, d'instaurer le régime indemnitaire prévu et de fixer les plafonds indemnitaires correspondants. Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité.

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
PREND ACTE de l'entrée en vigueur des décrets n° 2026-483 à n° 2026-487 du 10 juin 2026 portant réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale.

ARTICLE 2 :
APPROUVE les dispositions statutaires et indiciaires applicables aux administrateurs territoriaux ainsi qu'aux emplois administratifs supérieurs de direction sont mises en œuvre au sein de l'établissement conformément aux textes réglementaires en vigueur.

ARTICLE 3 :
DIT que le régime indemnitaire prévu par le décret n° 2026-487 du 10 juin 2026 est instauré au bénéfice des agents occupant les emplois administratifs supérieurs entrant dans son champ d'application.

ARTICLE 4 :
DIT que le régime indemnitaire comprend :

- Une part liée aux fonctions exercées, aux responsabilités assumées, aux sujétions et à l'expertise ;
- Une part liée à l'engagement professionnel et a la manière de servir.

ARTICLE 5 :
DIT que les plafonds applicables à chacune des parts sont fixés conformément aux plafonds réglementaires en vigueur applicables aux emplois supérieurs de référence.

Les montants individuels sont déterminés par arrêté du Président dans le respect des limites fixées par les textes.

ARTICLE 6 :
DIT que Le Président est autorisé à prendre toutes mesures nécessaires à l'application des dispositions issues de la réforme de l'encadrement supérieur de la fonction publique territoriale, notamment :

- Procéder aux mesures individuelles de gestion ;
- Mettre à jour les actes internes de gestion ;
- Adapter les dispositifs indemnitaires ;
- Mettre à jour, le cas échéant, le tableau des emplois ;
- Accomplir l'ensemble des formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ARTICLE 7 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

31. RESSOURCES HUMAINES – Approbation d'une convention de mise à disposition de personnels entre l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois et la SPL Marne Bois Développement

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons maintenant à l'approbation d'une convention de mise à disposition de personnels entre l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois et la SPL Marne Bois Développement.

M. SEMO

Qui assure, comme c'est indiqué dans le rapport de présentation, l'exploitation du restaurant Au marché, qui se situe à Joinville-le-Pont. Vous êtes invités à le découvrir. Et qui organise également des manifestations, réceptions, évènements sur le territoire.

L'objectif est que la SPL assure l'encadrement fonctionnel des agents et qu'elle rembourse évidemment intégralement Paris Est Marne & Bois des rémunérations et charges et frais de

ces périodes de mise à disposition des agents. Vous avez le détail. Cela peut concerner notamment le service, l'accueil de la clientèle, je pense surtout l'aide à l'organisation d'évènements, l'appui logistique. Cela se fait de manière très transparente.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0). Jean-Paul DAVID : NPPV.

Point approuvé à l'unanimité *(Jean-Paul DAVID ne prend pas part au vote)*

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE La convention de mise à disposition de personnels entre l'Établissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois et la Société Publique Locale Marne & Bois Développement annexée à la présente délibération.

ARTICLE 2 :
AUTORISE Le Président est autorisé à signer ladite convention ainsi que tout avenant n'en modifiant pas substantiellement les conditions générales.

ARTICLE 3 :
DIT que chaque mise à disposition fera l'objet d'une décision individuelle prise conformément aux dispositions du Code général de la fonction publique et sous réserve de l'accord préalable de l'agent concerné.

ARTICLE 4 :
DIT que les remboursements des rémunérations, charges sociales et frais afférents aux mises à disposition seront effectués par la Société Publique Locale selon les modalités définies par la convention.

ARTICLE 5 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

32. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – Approbation de la liste des membres proposés pour la Commission Intercommunale des Impôts Directs (CIID)

M. LE PRÉSIDENT

Il convient maintenant d'approuver la liste des membres proposés pour la Commission Intercommunale des Impôts Directs. Hélène ROUSSELIN

MME ROUSSELIN

Merci. En effet, dans nos communes, nous avons la CIID au territoire. Nous devons fournir pour identifier les membres de la Commission Intercommunale des Impôts Directs une liste de 40 contribuables. Chaque ville a été sollicitée afin de faire remonter les contribuables qui souhaitaient y figurer. Le directeur départemental des finances publiques choisira ensuite 10 titulaires et 10 suppléants dans cette liste.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE la liste des 40 contribuables suivants, en nombre double, proposés pour la Commission Intercommunale des Impôts Directs :

	Noms	Prénoms	Villes
1	LEBEAU	Pierre	Vincennes
2	BENSOUSSAN	Eric	Vincennes
3	LE BIDEAU	Dominique	Vincennes
4	POIGNANT	Bruno	Bry-sur-Marne
5	SMIETANA	Albert	Bry-sur-Marne
6	ZANINETTI	Olivier	Bry-sur-Marne
7	CROCHETON-BOYER	Florence	Saint-Mandé
8	VERON	Marianne	Saint-Mandé
9	HENNION	Thibault	Saint-Mandé
10	NATAF	David	Charenton-le-Pont
11	MARGO	Brigitte	Charenton-le-Pont
12	MIROUDOT	Pierre	Charenton-le-Pont
13	PEREZ	Karine	Maisons-Alfort
14	BARNOYER	Thierry	Maisons-Alfort
15	HARDY	Catherine	Maisons-Alfort
16	BORDIER	Bruno	Maisons-Alfort
17	CASTILLE	Bernard	Le Perreux-sur-Marne
18	CHELLY	Delphine	Le Perreux-sur-Marne
19	MOLEINS	Guillaume	Le Perreux-sur-Marne
20	DELPECH	Claire	Saint-Maurice
21	BOURDAJAUD	Philippe	Saint-Maurice
22	FARLEY	Tiffany	Saint-Maurice
23	CASTET	Bernard	Champigny-sur-Marne
24	BOUCHET	Samuel	Champigny-sur-Marne
25	MARQUES	Nathalie	Champigny-sur-Marne
26	DEPOILLY	Danielle	Fontenay-sous-Bois
27	BOUE LELU	Fabienne	Fontenay-sous-Bois
28	CORNELIS	Philippe	Fontenay-sous-Bois
29	DRAI	Carole	La Varenne Saint-Hilaire
30	ROESCH	Germain	La Varenne Saint-Hilaire
31	GUILLARD	Pierre	Saint-Maur-des-Fossés
32	BOUKARAOUN	Hacène	Villiers-sur-Marne
33	BRUNEVAL	Nadine	Villiers-sur-Marne

34	BEGAT	Jean-Philippe	Villiers-sur-Marne
35	ROULOT	Manuelle	Nogent-sur-Marne
36	LOTH GUIMARD	Xavier	Nogent-sur-Marne
37	GEOFFROY	Christine	Nogent-sur-Marne
38	OUANOUNOU	Maxime	Joinville-le-Pont
39	FIORENTINO	Corinne	Joinville-le-Pont
40	VILAINE	Alain	Joinville-le-Pont

ARTICLE 2 :
CHARGE le Président de l'Etablissement Public Territorial Paris Est Marne & Bois de transmettre au Directeur Départemental des Finances Publiques la liste de ces 40 contribuables proposés pour la CIID afin qu'il soit en mesure d'exercer son choix de 20 commissaires parmi cette liste.

ARTICLE 3 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public Territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

33. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – Ligne de trésorerie – Autorisation donnée à Monsieur le Président d'ouvrir une ligne de trésorerie d'un montant de 10 M€ auprès de la Caisse d'Épargne Île-de-France pour une durée d'un an

M. LE PRÉSIDENT

On continue Hélène sur l'autorisation pour une ligne de trésorerie.

MME ROUSSELIN

Merci. En effet, il s'agit de proposer la création d'une ligne de trésorerie, comme réalisé en 2020. C'est une mesure de précaution pour éviter un risque de rupture de paiements. Cette ligne de trésorerie sera ouverte auprès de la Caisse d'Épargne qui a fait l'offre la plus attractive économique. Pour la calibrer, nous sommes partis sur deux mois de versement de la dotation d'équilibre à la MGP. Un mois, c'est environ 5 millions d'euros. Cela nous permettra ainsi de ne pas pénaliser le versement des attributions de compensation à nos communes.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE dans les termes annexés à la présente délibération la proposition financière de la Caisse d'Épargne Ile-de-France pour la conclusion d'une ligne de trésorerie aux conditions financières suivantes :
Montant maximum : ..... 10.000.000 €
Durée : ..... 364 jours
Tirage minimum : ..... 0 €
Index: ..... Euribor 1 semaine (floor 0%)
Marge sur index: ..... +0,63%
Paiement des intérêts : ..... Mensuel

Calcul des intérêts : ..... Exact/360 jours
Commission d'engagement : ..... Non
Frais de dossier : ..... 5.000 €
Commission de non-utilisation : 0,10%

ARTICLE 2 :
AUTORISE Monsieur le Président à signer le contrat portant ouverture d'une ligne de crédit à court terme avec la Caisse d'Épargne Ile-de-France et tous documents y afférents.

ARTICLE 3 :
AUTORISE Monsieur le Président à procéder aux demandes de versements des fonds et aux remboursements dans les conditions prévues par le contrat portant ouverture d'une ligne de trésorerie.

ARTICLE 4 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

34. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – Budget annexe Port de plaisance intercommunal – Affectation des résultats de l'exercice 2025 – Délibération modificative

M. LE PRÉSIDENT

Passons au budget annexe du port de plaisance intercommunal, avec l'affectation des résultats.

MME ROUSSELIN

Merci. Lors du Conseil de territoire du 19 mai, nous avons porté une délibération qui affectait les résultats de 2025. Toutefois, une erreur matérielle s'est glissée dans cette affectation des résultats. Vous le voyez dans le budget qui est proposé, il reste à réaliser environ 2 598 euros. On vous propose de voter ce budget annexe du port de plaisance et son affectation sera réalisée lors d'une décision modificative pour l'intégrer dans la rectification budgétaire lors du prochain conseil de territoire en septembre ou octobre.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
ABROGE la délibération n° DC2026-126 du Conseil de Territoire du 19 mai 2026 portant affectation des résultats 2025 du budget annexe du port de plaisance intercommunal, du fait d'une petite erreur matérielle.

ARTICLE 2 :

- **AFFECTE** le résultat définitif de clôture 2025 de la section d'exploitation, à savoir un excédent de 35 497,74 €, comme suit :

  - excédent reporté en section d'exploitation (recette chapitre 002), de **+ 35 497,74 €**

- **AFFECTE** le résultat définitif de clôture 2025 de la section d'investissement, à savoir un excédent de 39 186,88 €, comme suit :

- excédent reporté en section d'investissement (recette chapitre 001), de **+ 39 186,88 €**

ARTICLE 3 :
PRECISE que la décision modificative n°1 du budget annexe 2026 du port de plaisance, qui sera proposée au Conseil de septembre/octobre prochain, intègrera la rectification budgétaire correspondante.

ARTICLE 4 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

35. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – Remboursement des frais de déplacement des agents de Paris Est Marne & Bois selon le régime du réel

M. LE PRÉSIDENT

Nous en venons à la question 35. Je repasse la parole à Monsieur SEMO pour le remboursement des frais de déplacement des agents.

M. SEMO

Sur le fondement d'un ordre de mission, bien entendu, des agents peuvent être amenés à effectuer des dépenses sur leurs deniers personnels lors des déplacements professionnels. Ce que nous avons retenu comme option, c'est un remboursement au vu d'un état de frais, au réel plutôt que forfaitaire.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
APPROUVE le remboursement des frais de déplacement des agents de Paris Est Marne & Bois selon le régime du réel, pour la totalité des sommes avancées par les agents lors de déplacements professionnels en France et à l'étranger.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

36. FINANCES ET COMMANDE PUBLIQUE – Rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur la gestion du Territoire Paris Est Marne & Bois concernant les exercices 2020 et suivants

M. LE PRÉSIDENT

La dernière question concerne le rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du Territoire concernant les exercices 2020 et suivants.

Lors du conseil il y a un an presque jour pour jour en juin et juillet 2025, nous avions présenté le rapport d'observation définitive de la CRC sur la gestion de Paris Est Marne & Bois entre 2020 et l'année 2025. Comme vous le savez, il est stipulé que nous devons présenter un an après cette présentation en assemblée délibérante un rapport dans lequel nous indiquons les actions qui ont été menées par le territoire pour répondre aux recommandations de régularité de la Chambre Régionale des Comptes.

Il vous est remis un rapport où nous avions de mémoire 6 observations de régularité. Vous avez dans votre rapport l'indication des mesures qui ont été prises. En vérité, toutes aujourd'hui sont satisfaites et la dernière qu'il reste à finaliser fait l'objet actuellement de groupes de travail et d'études : il s'agit de la recommandation concernant le service d'eaux pluviales.

Monsieur ?

M. CAPRANI

Serait-il possible d'avoir le rapport complet ?

M. LE PRÉSIDENT

Bien sûr, il n'y a aucun problème. Il est disponible sur le site de la Chambre Régionale des Comptes, ce qui est classique. Mais si vous voulez un exemplaire, on vous le communiquera sans difficulté.

M. CAPRANI

Merci.

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur MASSOT

M. MASSOT

Est-ce une prise d'acte ?

M. LE PRÉSIDENT

Tout à fait.

Je mets aux voix. Il n'y a ni abstention (0) ni vote contre (0).

Point approuvé à l'unanimité

Le conseil de territoire :

ARTICLE 1 :
PREND ACTE du rapport sur les actions entreprises à la suite des observations de la Chambre Régionale des Comptes (CRC) sur la gestion de Paris Est Marne & Bois concernant les exercices 2020 et suivants.

ARTICLE 2 :
Dans un délai de deux mois à compter de sa transmission en Préfecture, sa publication ou de sa notification, cette délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'Etablissement public territorial Paris Est Marne & Bois ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Melun.

****

M. LE PRÉSIDENT

Monsieur

M. CAPRANI

S'il vous plait, j'avais transmis des questions orales à l'administration.

M. LE PRÉSIDENT

Je vous en prie, vous pouvez poser vos questions.

M. CAPRANI

Nous aurions aimé connaître la position du Territoire vis-à-vis de la mise en place par le SEDIF d'une technologie de filtration membranaire haute performance sur son usine de production d'eau potable de Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand. Nous voulions également savoir si le Territoire avait rendu avis sur le site de l'enquête publique et si non, est-ce qu'il allait le faire ? L'enquête s'arrête demain.

Nous précisons que cette technologie est beaucoup plus coûteuse et polluante, et donc en contradiction avec le Plan climat air énergie territorial.

M. LE PRÉSIDENT

Sur cette affaire, nous n'avons pas été saisis en tant que personnes publiques. C'est une consultation du public, ce n'est pas exactement la même chose. Nous n'avons pas été saisis pour cette affaire et nous n'avons pas remis d'avis sur cette volonté d'installer de hautes technologies de filtration membranaire sur les usines de production d'eau potable de Neuilly-sur-Marne et Noisy-le-Grand. Voilà ce que je peux vous répondre à ce stade.

M. CAPRANI

Vous savez que comme il y aura beaucoup plus de polluants, cela aura de toute façon un impact sur les zones de baignade. Nous savons que les services du territoire sont extrêmement attentifs à cette évolution de la pollution. Le territoire aurait été fondé à émettre un avis, d'autant plus que cela va aussi avoir un impact sur la tarification de l'eau, puisque son coût va augmenter avec cette technologie.

M. LE PRÉSIDENT

C'est ce que vous indiquez, Monsieur. Je vous entends. Mais nous n'avons pas rendu d'avis parce que nous n'étions pas consultés, plus exactement. J'entends vos indications et vos préoccupations qui à ma connaissance, ne sont pas une donnée scientifique, mais qui font l'objet d'un débat. J'ai entendu votre opinion sur le sujet, cela n'en fait pas une vérité révélée, je crois qu'on en conviendra toutes et tous dans cette séance.

Monsieur WEIL voulait apporter quelques précisions.

M. WEIL

Merci, Président. Il y a beaucoup de contre-vérités dans ce que vous dites. Premièrement, sur le budget, je vous rappelle que dans le cadre du renouvellement du délégataire, en l'occurrence VEOLIA, le projet membranaire faisait partie de la concession. Cela fait partie, dans le cadre du financement du projet et du contrat sur les prochaines années à venir, des objectifs qui étaient demandés au délégataire. Deuxièmement, je pense qu'on ne peut que s'enorgueillir que le SEDIF mène un travail sur le périmètre de toutes ces collectivités qui adhèrent pour faire en sorte d'avoir une eau qui soit encore plus pure. Je rappelle que le membranaire est à la fois une technologie plus qu'innovante et que beaucoup nous envierons sous peu, et deuxièmement, permettra de lutter efficacement contre la prolifération des polluants éternels dans l'eau.

On ne peut donc que se féliciter que le SEDIF continue ce travail remarquable qui est une grande innovation a fortiori avec le soutien de notre délégataire qui est VEOLIA, qui est en la matière très performant avec des objectifs qui sont à la fois très élevés sur la qualité de l'eau, sur le prix de l'eau, mais c'est toujours la vieille lune gauchiste concernant les délégations de service public versus la gestion en régie. Mais le prix de l'eau du SEDIF qui, je le rappelle, fait partie des prix les plus compétitifs de France, voire d'Europe, continuera d'évoluer très modérément et il n'y aura pas un impact considérable au-delà de la qualité de l'eau qui en sera nettement améliorée.

Je voulais juste redire cela, parce qu'on ne peut pas laisser dire de telles contre-vérités et de telles bêtises.

M. LE PRÉSIDENT

La deuxième question, Monsieur

M. CAPRANI

Je voulais juste répondre à Monsieur WEIL.

M. LE PRÉSIDENT

C'est normalement question/réponse.

M. CAPRANI

D'accord, je pose ma deuxième question.

M. LE PRÉSIDENT

Merci.

M. CAPRANI

Sur le site de Valo'Marne, l'incinérateur des ordures ménagères de Créteil, n'apparaissent pas les rapports sur le prix et la qualité de service pour 2024 et 2025. Ces rapports doivent être rendus publics 6 mois au plus tard après la fin de l'année précédente. Êtes-vous d'accord, en tant que Conseil de territoire, pour demander par écrit à Valo'Marne la publication de ces rapports 2024 et 2025 ?

Par ailleurs, on voulait également savoir s'il était possible d'avoir les données brutes de rejet des polluants par type de molécule et dans quel délai.

M. LE PRÉSIDENT

Je passe la parole à Monsieur ROCHE, mais évidemment par définition, nous sommes favorables à obtenir les rapports qui sont dus. Ils ont simplement du retard, mais on les obtiendra. Il s'agit des rapports 2024 et 2025. Dès qu'on les aura, on vous les communiquera sans aucune difficulté. On va les solliciter pour savoir où ils en sont.

Germain ?

M. ROCHE

Merci, Monsieur le Président. C'est pour un complément d'information. Chaque année effectivement, un rapport détaillé est présenté et soumis à l'ensemble des membres du SMIT. Dans la foulée, c'est posté sur le site. Je veux vous rassurer : le rapport 2024 existe, il est en ligne. J'ai d'ailleurs noté pour Monsieur CAPRANI la façon d'y accéder. Vous vous mettez sur la rubrique « Actualités SMIT DUV » et ensuite, vous sélectionnez le rapport en question qui est en l'occurrence le rapport 2024.

Le rapport 2025 n'est pas encore posté, dans la mesure où il va être présenté en septembre à l'Assemblée. Dans la foulée, bien entendu, vous pourrez le consulter.

D'ailleurs, ce rapport, quand on parle également de qualité de traitement, je l'ai sous les yeux. À partir de la page 58 et pour 7 ou 8 pages, vous avez la possibilité de voir quels sont les éléments pour lesquels vous posez la question, à savoir les polluants, les fibres, tout ce qui est en fait en flux sortant de l'UVE. Je vous invite à le consulter.

J'ai sélectionné quelques éléments qui sont intéressants. Il faut savoir que les émissions de poussières par exemple ne sont pas 2 fois ou 5 fois inférieurs à la norme nationale, qui elle-même est déjà plus exigeante que la norme européenne. En fait, elle est 100 fois inférieure à la norme nationale. Les dioxydes d'azote par exemple sont 10 fois inférieurs et les dioxines et furanes de près de 200 fois inférieures à ces exigences règlementaires.

On a parlé de PFAS. Il faut savoir que les PFAS sont présents bien entendu dans de nombreux objets de notre quotidien et sont traités soit dans le centre de tri, soit au niveau de l'incinérateur, donc de l'unité de valorisation énergétique. Les très hautes températures de

combustion de l'usine, supérieurs à 1 100 degrés et en cœur de four on arrive jusqu'à 1 400 degrés, si on associe cela au traitement performant des fumées, parce qu'il y a un investissement important qui a été fait il y a un an dans ce sens, il y a des traces vraiment infimes qui sont mesurées en cheminée. Cela signifie que l'incinérateur détruit beaucoup plus de PFAS qu'il n'en produit.

Voilà ce que je pouvais vous dire concernant ce rapport.

M. LE PRÉSIDENT

Merci pour ces éléments d'information très précis.

S'il n'y a pas d'autres questions, mes chers collègues, je vous propose de lever la séance de notre Conseil de territoire, en vous souhaitant à toutes et tous un bon été. Bonne soirée.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 h 40.

Le Président,

Territoire-Paris Est Marne & Bois 21

Olivier CAPITANIO

Le secrétaire de séance

Territoire-Paris Est Marne & Bois 21

Philippe LHOSTE